

Le peuple cubain, une fois de plus, entre un peu plus en résistance

Jacques-François BONALDI

Je vous adresse au plus vite (en traduction automatique Microsoft pour ne pas laisser passer trop de temps, j'espère que c'est lisible) le cumul d'informations que nous avons reçu ce jeudi et vendredi de la part des autorités au sujet de la situation actuelle et des mesures prises pour faire face à la nouvelle donne qu'entraîne l'« encerclement énergétique » que l'immonde personnage qui règne à la Maison-Blanche (son tweet sur [Obama et sa femme apparaissant comme des singes](#) dit bien le niveau de pourriture qu'il est capable d'atteindre !).

La conférence de presse (jeudi) du président Díaz-Canel, qui, s'il n'a pas le brillant de Fidel, a du moins la solidité et la sécurité requises et maîtrise bien ses dossiers, offre un excellent aperçu de la situation cubaine actuelle, de ce qui a été déjà fait à ce jour et de ce qu'il reste encore à faire, des perspectives à court, moyen et long terme, pour non seulement résister, mais aussi, dans la mesure du possible, avancer.

La Table ronde télévisée de vendredi (un programme quotidien sur des thèmes nationaux et internationaux) où sont intervenus le vice-premier ministre et ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement, puis les ministres du Travail et de la Sécurité sociale, du Transport, de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, a présenté à la population les mesures qui seront prises pour adapter les activités à la situation de pénurie énergétique. Bien entendu, des restrictions, des réductions, un cran de plus à la ceinture. On se croit revenu à l'époque de la Covid quand ce genre de mesures de réduction de l'activité a dû être adopté pour faire face à une situation inattendue, voulue par personne, tandis que celle d'aujourd'hui a une origine absolument vérifiable... Il est prévu que d'autres ministres se présentent à cette Table ronde pour informer des « aménagements » à venir dans leur domaine de tutelle. On constatera que la Révolution, comme elle l'a fait pour la Covid (par exemple, mise au point de plusieurs vaccins) veut du moins tirer parti de la situation de pénurie pour créer du nouveau.

Le troisième texte est un résumé du Conseil des ministres de ce vendredi.

Si vous avez la patience de tout lire, vous serez parfaitement au courant de ce que le peuple cubain endure et endurera, on ne sait pour combien de temps, parce qu'il refuse de déposer sa Révolution aux pieds de celui qui agit en maître du monde, sans que, hélas, personne ou pas grand monde lui rabaisse le caquet (qu'il a particulièrement vomitif) et lui passe un frein... Il suffit de voir combien le Venezuela s'est plié à ses injonctions et à cédé à ses menaces et chantages, une attitude d'autant plus triste que si quelqu'un lui a permis d'étayer sa révolution, c'est bien celle de Cuba, et ce, dès le début. Les gouvernements, même les plus progressistes, sont tellement empêtrés dans leurs structures étatiques et politiques qu'ils sont coincés aux entourloupes et ne sont pas libres d'agir comme ils voudraient. Un cas symptomatique est celui de Claudia Sheinbaum dont on sait bien qu'elle souhaiterait en faire plus et expédier du pétrole à Cuba, mais qui ne peut le faire pour au moins deux raisons : les partis d'opposition qui le lui reprocheraient et lui feraient la vie impossible, et la Maison-Blanche qui la tient dans sa ligne de mire, au point que Pemex a cessé de livrer du pétrole à Cuba, qui le lui paie, et que la présidente mexicaine a avoué ce matin ou hier qu'elle devrait engager des négociations avec Washington au sujet de ces livraisons de pétrole à Cuba ! Négocier avec un gouvernement étranger pour pouvoir décider du sort de ses propres produits ! Dans quel monde vivons-nous !

Ici, heureusement, on n'a pas, du moins, ce genre de problème qui doit sûrement tourmenter des gens honnêtes comme Claudia Sheinbaum. La Révolution cubaine, elle, décide de ses choix et de ses politiques sans demander la permission à personne. Ce qui lui permet aussi, soit dit en passant, quand elle le décide de son libre arbitre, de donner, en matière de coopération, non ce qu'elle a en trop, mais simplement ce qu'elle a (« *dar lo que tiene, no lo que le sobra* »). Oui, il est des valeurs que la Révolution a si profondément inculquées au peuple cubain, et depuis si longtemps, qu'on a du mal, ici, à comprendre certains agissements à l'étranger... Ici, en tout cas, on ose prendre des risques pour défendre ce que l'on croit ! Et ce qu'on a créé ! On sait ce qu'il lui en a coûté, lui en coûte et lui en coûtera...

Jacques-François Bonaldi
La Havane

Díaz-Canel devant la presse : « L'option de la reddition n'est pas celle de Cuba. Il y a beaucoup à défendre »

Intervention de Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez, Premier Secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et Président de la République, devant les médias nationaux et étrangers, au Palais de la Révolution, le 5 février 2026, « Année du centenaire du commandant en chef Fidel Castro Ruz »

Arleen Rodríguez. - *Salutations à tous les présents.*

Le Premier Secrétaire du Comité central du Parti et Président de la République, le compagnon Miguel Díaz-Canel Bermúdez, répondant à la demande de plusieurs médias, a décidé ces dernières heures de consacrer une partie de son emploi du temps chargé aux questions que vous posez.

Je ne sais pas, Monsieur le Président, si vous préférez introduire un dialogue.

Miguel M. Díaz-Canel. - Je voudrais simplement réitérer mes salutations et vous remercier tous d'être intéressés à tenir cette réunion à un moment aussi complexe que celui que traverse le pays.

Nous sommes clairs sur les inquiétudes de la population à cause de tout ce qui s'est passé, ainsi qu'à cause de toute la campagne médiatique intense de calomnies, de haine et aussi de guerre psychologique qu'ils tentent d'imposer en ce moment.

La rencontre avec vous nous donne l'opportunité d'expliquer dans tout un groupe de sujets quelles sont les projections, les moyens dont nous cherchons à sortir de cette situation dans les plus brefs délais et, surtout, avec quelle volonté, avec ce que voulons et aussi avec quels engagements.

Arleen Rodríguez. - *Vous nous avez dit à votre arrivée que vous veniez d'avoir une réunion importante.*

Miguel M. Díaz-Canel. - Cela a aussi marqué que nous devons donner un groupe de priorités. Nous avons dû faire un groupe d'évaluations au sein du Bureau politique, du Comité exécutif du Conseil des ministres, du Conseil de la Défense nationale, et nous venons maintenant d'avoir une réunion au Conseil des ministres également pour mettre à jour un plan.

En particulier, ce que nous voyions au Conseil des ministres, ce sont les directives du gouvernement pour faire face à une pénurie aiguë de carburant. Et vous comprendrez précisément pourquoi nous parlons de cette question.

Arleen Rodríguez. - *Je donne la parole à mes collègues.*

Je vais commencer par Oliver Zamora, qui nous avait également demandé de parler de la situation après le 3 janvier.

Oliver Zamora, représentant RT, Russia Today.

Oliver Zamora. - *Salutations, Président.*

Miguel M. Díaz-Canel. - Salutations, Oliver.

Oliver Zamora. - *J'aimerais vous poser des questions sur deux sujets, d'abord la rhétorique de l'effondrement qui commence à se renforcer au sein du gouvernement des États-Unis, depuis que son président Donald Trump, bien sûr, a été répété par les médias concernant ce gouvernement après les événements du 3 janvier.*

J'aimerais que vous puissiez approfondir un peu le niveau de dépendance qui existait réellement entre les deux gouvernements, ce à quoi on peut s'attendre dans les relations bilatérales actuelles entre Cuba et le Venezuela.

Et un second problème, toute la vague de solidarité que Cuba a reçue. Savoir si cette solidarité jusqu'à présent au niveau du discours pourrait aussi devenir une solidarité plus pratique, malgré les menaces des États-Unis.

Miguel M. Díaz-Canel. - D'accord, Oliver.

Je crois que la théorie de l'effondrement et l'insistance sur cet effondrement sont étroitement liées à la théorie de l'État défaillant et à tout un ensemble de constructions que le gouvernement des États-Unis a tenté de caractériser la situation cubaine.

Précisément, cette théorie de l'effondrement est associée à l'un des courants ou à l'une des directions dans lesquelles le gouvernement des États-Unis s'engage à renverser la Révolution cubaine.

Je dis qu'il y a deux directions fondamentales : l'asphyxie économique, qui remonte aux années soixante avec le mémorandum Mallory, et l'agression militaire. Et cela est très bien résumé dans l'une des déclarations récentes du Président des États-Unis, lorsque, dans la première partie d'une phrase, il a dit qu'ils avaient exercé toutes les pressions possibles contre Cuba, reconnaissant alors qu'il n'y a pas d'État défaillant, que ce qu'il y a, c'est un État qui a dû affronter les pressions maximales avec une grande résistance. Pas n'importe qui, les pressions maximales pour l'asphyxie économique de la puissance mondiale dominante. D'une puissance, de plus, qui possède une base impériale et un objectif hégémonique de domination.

D'un autre côté, il y a une agression militaire, quand la seconde partie de cette phrase dit qu'il ne restait plus qu'à prendre la place, à raser, à occuper la place et à raser.

Je pense que dans notre histoire, durant les 67 années de la Révolution, avec l'émergence du blocus, nous avons présenté cette théorie de l'asphyxie économique, ce but de l'asphyxie économique. Je dis toujours que toutes les générations de Cubains nées dans les premières années de la Révolution, même les plus récentes, nos petits-enfants, nos enfants, sont nés et vivent sous blocus, et nous sommes nés sous les signes de cette asphyxie économique, nous avons toujours eu des pénuries, des difficultés complexes, nous avons toujours dû fonctionner au milieu de vicissitudes, d'impositions et de pressions qui ne sont imposées à personne dans le monde. et beaucoup moins de manière aussi prolongée. Et voici les exemples de ce que nous avons vécu.

Ce qui se passe, c'est que je crois que l'effondrement, et c'est dans la mentalité, est dans la philosophie impériale, mais ce n'est pas dans la mentalité des Cubains, l'effondrement ne peut pas être associé uniquement aux pressions et aux intentions d'un gouvernement impérial. Dans notre vision de l'effondrement, il y a le concept de résistance, de résistance créative, qui concerne la défense d'idées en lesquelles nous croyons, la défense des convictions auxquelles nous croyons, la conviction de la victoire en laquelle nous croyons aussi.

Je ne suis pas un idéaliste, je sais que nous allons traverser des moments difficiles, nous avons traversé des moments difficiles, ces moments en particulier très difficiles, mais nous allons les surmonter ensemble, avec une résistance créative, avec l'effort et le talent de tous les Cubains, de la majorité des Cubains.

La relation avec le Venezuela ne peut être classée comme une relation de dépendance. Beaucoup essaient de le voir comme une relation de dépendance entre deux pays, et ce qu'ils font, c'est la restreindre, la réduire à un échange de biens et de services, et ce n'est pas la réalité de la relation que nous avons eue avec la Révolution bolivarienne.

Depuis que Chávez a dirigé la Révolution bolivarienne, toute une relation de coopération, de collaboration, avec des principes de solidarité, surtout, d'intégration, de complémentarité, a été tissée : comment deux pays frères, amis, pouvaient tirer parti du potentiel de chacun en termes d'intégration, de complémentarité. C'est pourquoi l'Accord de collaboration globale entre Cuba et le Venezuela a vu le jour il y a plus de 25 ans.

Et pourquoi intégrale ? Parce qu'elle couvre de nombreux domaines, elle couvre les questions énergétiques, la souveraineté alimentaire, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'alphabétisation, la formation des cadres et la formation des ressources humaines. Il y a aussi des questions liées à l'industrie, à l'exploitation minière, aux télécommunications, aux échanges culturels, et aux échanges politiques. Et cela dépassait les relations entre Cuba et le Venezuela.

Dans cette relation et cet accord, rappelez-vous que quatre ans plus tard, l'ALBA-TCP a émergé, qui portait déjà les conceptions de cette relation à un groupe de pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Par la suite, ALBA-TCP a également soutenu Petrocaribe, un groupe de projets également axés sur l'énergie, mais axés sur la justice sociale, l'équité, les opportunités ainsi que le bénéfice et le développement des peuples, non seulement du Venezuela et de Cuba, mais aussi de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le concept d'intégration s'y reflète, cette intégration dont Martí rêvait, dont Bolívar rêvait et que Fidel et Chávez ont défendue, et à laquelle nous sommes tous engagés, car des milliers de Cubains ont mené des missions menées dans le cadre de cet accord, de cette collaboration.

À d'autres occasions, j'ai expliqué, et c'est parce que je suis désolé, n'est-ce pas ?, qu'aucun bloc d'intégration régionale n'ait atteint en si peu de temps les succès sociaux de l'ALBA-TCP, qui est né dans le cadre de cette relation étroite entre Cuba et le Venezuela.

Rappelez-vous qu'il y a quelque chose de très transcendantal, je dirais très sincère, à savoir la Mission Miracle, qui a restauré la vision de plus de 3,5 millions de Latino-Américains qui n'avaient pas de vision à cause de maladies pouvant être traitées par d'autres approches, non pas commercialement, ni axées sur la richesse, mais avec un accent sur la justice sociale. avec un accent sur l'équité.

Avec une méthode cubaine, le Oui je peux de l'alphabétisation, dans ce contexte d'intégration, quatre pays ont réussi à surmonter l'analphabétisme et se sont déclarés territoires exempts d'analphabétisme. Vous pouvez me dire : « Mais, eh bien, c'est une conquête sociale à laquelle tout le monde aspire ». Oui, mais ce n'est pas encore réalisé dans le monde.

Remarquez qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, depuis que Cuba s'est déclarée premier territoire sans analphabétisme en Amérique latine et dans les Caraïbes, combien d'années se sont écoulées, combien de décennies avant que quatre autres pays ne puissent y parvenir ? Et ils ont pu y parvenir précisément grâce à ce concept de complémentarité et d'intégration dans un système de relations non fondé sur l'égoïsme, mais précisément sur ces concepts, qui sont des concepts plus humanistes, qui sont des concepts de focalisation sur le fait de ne laisser personne de côté.

Bien sûr, des relations économiques et commerciales se sont tissées ici, des projets de collaboration très importants. L'un de ces projets, notamment dans le secteur de l'énergie, pour la fourniture de services médicaux, a permis qu'une part significative des besoins en carburant soit compensée, pas tous, mais une part importante, surtout en ce moment ; à un autre moment, ils couvriraient tous les besoins en carburant de notre pays, mais à cette époque ils ne couvriraient plus tout, car rappelons-nous que le Venezuela a été soumis à des sanctions, le Venezuela a été soumis à des mesures coercitives, à des pressions et cela a aussi affecté cet échange qui a été maintenu dans une très large mesure, mais qu'elle n'a pas toujours atteint les niveaux d'une autre époque.

Aujourd'hui, il est très affecté lorsque le blocus énergétique a commencé, le blocus naval du Venezuela, qui a empêché les navires vénézuéliens ou ceux d'autres pays contenant du carburant vénézuélien d'atteindre Cuba et qui s'est encore renforcé avec le décret exécutif du gouvernement des États-Unis ces derniers jours, manipulant par la menace de tarifs douaniers les pays qui fournissent du pétrole. Ce qui est pratiquement sous ce prétexte qui en a fait un blocus énergétique de notre pays.

L'avenir des relations du Venezuela réside dans la manière dont nous pourrions construire cet avenir à partir de la situation actuelle d'un Venezuela qui a été attaqué, qui a illégalement kidnappé le Président et sa femme et les détient en prison aux États-Unis.

En matière de collaboration, nous n'imposons pas la collaboration. Nous offrons la collaboration, nous partageons la collaboration, nous partageons la solidarité lorsque les gouvernements, les peuples ou les nations nous le demandent. Et sous ce concept, nous avons maintenu cette collaboration avec le Venezuela ces dernières années.

Tout le monde connaît la phrase de Martí dans son engagement envers le Venezuela, que nous avons tous supposée. Par conséquent, avec cette terre bolivarienne, nous avons aussi des engagements, des sentiments très intenses. Et tant que le gouvernement vénézuélien promeut et défendra la collaboration, Cuba sera prête à collaborer.

L'autre question concerne le soutien. Je pense qu'il y a eu un soutien immédiat au niveau international. Plusieurs avis sont donnés par des porte-paroles, des ministères des Affaires étrangères, des dirigeants internationaux et des mouvements qui groupent les pays.

J'avais un rapport ici, une chronologie depuis le 1er février, du nombre de signes de soutien reçus : Mouvement Morena ; la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova, qui s'est manifestée à plusieurs reprises ces derniers jours ; l'ambassadeur de Russie auprès des Nations Unies ; la députée démocrate Rashida Tlaib, d'origine palestinienne et représentante du Michigan ; le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Guo Jiakun ; le gouvernement du Venezuela ; le ministre belge de la Mobilité, du Climat et de la Transition environnementale, qui s'est exprimé à ce sujet à la Chambre des représentants de son pays ; les députés européens Irene Montero d'Espagne et Marc Botenga de Belgique ; le secrétaire général du parti au pouvoir sud-africain, le Congrès national africain ; la présidente Claudia Sheinbaum, qui presque toute sa matinée répond aux questions liées à la position du Mexique et à son soutien

à Cuba ; le ministère mexicain des Affaires étrangères ; l'ambassade de Chine à Washington ; le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov ; son ami Ziouganov, dirigeant du Parti communiste de la Fédération de Russie ; ambassadeur de Russie au Venezuela ; Association d'amitié Cuba-Philippines ; le représentant démocrate Gregory Meeks du district de New York ; Président Poutine.

Aujourd'hui, nous avons appris une déclaration du Mouvement des non-alignés et une autre déclaration des États membres du Groupe des Amis en défense de la Charte des Nations Unies.

Nous savons également qu'aujourd'hui il y a eu des conversations téléphoniques entre le Président et le Secrétaire général du Parti communiste chinois Xi Jinping et le Président de la Fédération de Russie, Poutine, qui ont également exprimé leur soutien, leur engagement et la décision de poursuivre la collaboration et la coopération avec le Venezuela et Cuba. C'est ce que nous pourrions dire de manière générale en termes de soutien et de discours.

Mais derrière ces discours, il y a d'autres choses, des choses que nous ne pouvons pas expliquer ouvertement aujourd'hui, car l'ennemi poursuit toutes les lumières qui peuvent s'ouvrir à Cuba, tous les chemins qui peuvent s'ouvrir à Cuba, mais je peux vous assurer avec toute la responsabilité que Cuba n'est pas seule. et qu'en un moment comme celui-ci, il y a beaucoup de personnes : gouvernements, pays, institutions, entreprises prêtes à travailler avec Cuba et qui nous ont déjà envoyé des moyens, des mécanismes, des intentions sur la manière dont nous pouvons y parvenir.

La persécution énergétique, la persécution financière, l'intensification de ces mesures coercitives est telle que nous savons que nous devons faire un travail très fort, très créatif, très intelligent pour surmonter tous ces obstacles ; Mais il y a du courage dans un groupe d'institutions, de personnes et de gouvernements dans le monde à soutenir. Et c'est ce que nous pouvons dire ou expliquer aujourd'hui pour des raisons évidentes.

Arleen Rodríguez. - *Merci, Président.*

Il avait demandé avec Oliver la parole de Claudia au nom de l'agence de la République populaire de Chine, Xinhua. Et laisse Esther Liliam se préparer.

Claudia Fonseca. - *Salutations, Président.*

Face à ce décret exécutif, il y a eu des manifestations, comme vous l'avez mentionné, de rejet de ce renforcement de ce qu'est le blocus énergétique. J'aimerais que vous me disiez ce que les pays du Sud global pourraient faire pour soutenir concrètement Cuba à cet égard.

Miguel M. Díaz-Canel. - Chaque fois qu'on observe ce qui se passe, les leçons et les leçons que nous avons pu tirer ces derniers temps de ce qui s'est passé au Venezuela et de la réaction du gouvernement des États-Unis envers Cuba et d'autres après le Venezuela, on pense à ce que le monde pourrait faire. Parce que je crois que le monde ne peut pas se laisser subjugué, que le monde ne peut pas se laisser humilier, que la force n'écrase le multilatéralisme. Je pense et crois que sur des questions comme celle-ci, la première chose à faire est que nous devons comprendre, les pays doivent comprendre, les peuples doivent comprendre ce qui se passe.

Ils doivent comprendre que nous faisons tous face dans le monde, sans exception, à une guerre politique, idéologique, une guerre qui comporte aussi une composante culturelle et une guerre qui a une composante communicationnelle, une composante médiatique. Et c'est le concept de guerre non conventionnelle, d'une guerre de quatrième génération qui combine tous ces éléments et bien d'autres.

Pourquoi est-ce une guerre idéologique ? Parce qu'ils essaient d'imposer la pensée hégémonique de la principale puissance impérialiste du monde.

Pourquoi est-ce une guerre culturelle ? Car pour que l'hégémonie de ce pouvoir prévaut au niveau mondial, ils doivent rompre les liens avec les racines culturelles des peuples. Ils doivent tout faire pour que les gens perçoivent leur culture, leur histoire, comme obsolètes. Je parle de la culture au sens le plus large possible, où les gens nient leur identité, que les gens ont honte de leur histoire afin de pouvoir ensuite assimiler et imposer les paradigmes et schémas de cette philosophie hégémonique, de cette philosophie impériale.

Et c'est une guerre médiatique, car vous avez vu que toutes les phases de l'agression contre le Venezuela ont été conçues en premier et que la chose transversale a toujours été la manière dont l'opinion publique a été gérée, dans laquelle l'opinion publique internationale a été manipulée, dans laquelle les médias ont agi, dans laquelle les réseaux sociaux ont agi, une guerre psychologique très importante est appliquée contre Cuba aujourd'hui. des pressions pour fracturer l'unité, créer de la méfiance, promouvoir l'incertitude, et ce sont des

éléments qui démontrent la perversité.

Donc, je pense que la première chose que les peuples, les gouvernements, les pays, les nations, le Sud global doivent comprendre est ceci, ils doivent comprendre ce qui est en litige, quels sont les scénarios dans lesquels ce différend se situe, ce qu'ils nous offrent comme avenir dans ce présent brutal, et puis là, chercher l'articulation, chercher l'unité.

Chercher une unité qui ne peut être que du discours, qui doit aussi être une unité d'action, de dénonciation constante, de recherche de toute intégration dans des blocs possibles ou dans des fronts de défense des idées, ainsi que des actions économiques, commerciales, de coopération et de collaboration défendant le multilatéralisme.

Je crois qu'il existe des blocs qui prennent actuellement la tête à cet égard, comme les BRICS, qui offrent différentes perspectives pour le Sud global ; Les relations de la Chine, entre puissances telles que la Chine et la Russie, avec les pays du sud sont différentes ; l'Union eurasienne et d'autres blocs ; le Mouvement des Non-Alignés joue un rôle fondamental dans ce domaine, le Groupe des 77. Il s'agit d'atteindre une mobilisation anti-hégémonique avec une caractéristique qui doit nous distinguer car elle se trouve dans les postulats de cet hégémonisme, qui est une articulation antifasciste.

Ils agissent comme s'ils étaient les hordes d'Hitler lorsqu'un pays est attaqué, lorsque le monde est subjugué, lorsqu'un président est kidnappé ou lorsque des actes criminels sont commis contre des bateaux, contre des personnes de manière extrajudiciaire, sans aucun élément légal.

Je n'oserais pas dire concrètement que je pense pouvoir être fait, car il serait trop fort de s'engager d'autres, mais il y a des chemins, je suis sûr qu'il y en a un. Ce qui se passe, c'est que pour ouvrir ces voies et atteindre cette intégration, nous devons tous nous montrer dans le Sud global avec courage et courage.

Esther L. González (Canal Caribe). - Salutations, Président, à vous et à tous ceux qui sont avec nous.

Monsieur le Président, à plusieurs reprises vous avez évoqué cette opportunité, ainsi que la volonté de dialoguer avec les États-Unis. J'aimerais savoir en particulier si vous seriez prêt à parler aux États-Unis, selon quels principes vous le feriez et quels seraient les points à l'ordre du jour.

Miguel M. Díaz-Canel. - Il faut dire que dans l'histoire des relations entre Cuba et les États-Unis après le triomphe de la Révolution, qui ont été marquées par une asymétrie que nous connaissons tous et surtout que cette asymétrie est marquée par l'imposition d'un blocus économique, commercial et financier pendant tant d'années, soutenu et intensifié à l'heure actuelle, il a toujours existé, aux États-Unis et aussi au niveau international, un groupe de personnes, un groupe d'organisations qui ont toujours favorisé des voies, des ponts, des espaces de dialogue ou des canaux de communication, et cela a été réalisé à de nombreuses reprises, et lorsqu'il l'a été, cela a été autorisé à s'exprimer à égal sur des questions où même des critères différents peuvent être partagés. Mais ce sont des questions que nous devons traiter de manière commune car nous sommes dans la même zone géographique, nous sommes très proches voisins. Il y a des questions migratoires, des questions de sécurité, des questions de lutte contre le trafic de drogue, la lutte contre le terrorisme, il y a des questions environnementales qui concernent aussi toutes les mers et tout ce qui entoure le golfe du Mexique, les courants marins ; Mais il y a aussi d'autres questions liées à la collaboration scientifique, aux échanges académiques, il y a un large éventail de sujets à discuter. Et il y a toujours eu une position historique de Cuba, une position définie et défendue par le commandant en chef Fidel Castro, qui a été poursuivie par le général de l'armée Raúl et qui, à mon avis, est immuable et invariable à l'heure actuelle. Cuba est prête à dialoguer avec les États-Unis sur toutes les questions qui pourraient être discutées ou discutées.

Dans quelles conditions ? Sans pression, sous pression il ne peut y avoir de dialogue ; sans préconditionnement ; en position d'égal ; dans une position de respect pour notre souveraineté, notre indépendance, notre autodétermination ; sans aborder des questions qui lacèrent et que nous pouvons comprendre comme une ingérence dans nos affaires internes, et que d'un tel dialogue puisse être construit une relation civilisée entre voisins, qui pourrait apporter un bénéfice mutuel à nos peuples, aux peuples des deux nations.

Nous, Cubains, ne détestons pas le peuple américain, nous reconnaissons les valeurs du peuple américain, les valeurs de leur histoire, les valeurs de leur culture.

Lorsque nous avons eu l'opportunité d'offrir des espaces pour que nos peuples se rencontrent dans différents secteurs, dans le secteur scientifique, dans le secteur sportif, dans le secteur religieux, dans le secteur culturel,

dans le secteur de la santé, même dans des dialogues au niveau politique, nous avons constaté qu'il y a de nombreux sujets sur lesquels nous pouvons travailler ensemble, sans préjugés. Cela peut beaucoup contribuer.

Vu autrement, combien de choses nous privons les deux peuples à cause de cette politique décadente, de cette politique arrogante, de cette politique criminelle de blocus et de la persistance de ce blocus, au point de l'avoir intensifié aujourd'hui et ils continuent de le resserrer, ils continuent de resserrer la vis de ce blocus. Et l'ordre du jour pourrait porter sur toutes ces questions dont nous avons parlé.

C'est notre position. C'est aussi une position de continuité, et je crois que c'est possible.

Arleen Rodríguez. - *Merci, Président.*

Raciel Guanche, du journal Juventud Rebelde, me demande de prendre la parole.

Raciel Guanche (Juventud Rebelde). - *À la suite de la note officielle récemment publiée sur les scènes, lors de l'approbation des plans et mesures pour la transition vers l'état de guerre, il y a également eu des inquiétudes dans la population. Et nous voulions savoir à quel moment de cette préparation pour la défense le pays en est aujourd'hui.*

Miguel M. Díaz-Canel. - D'accord.

Je pense qu'il peut sans aucun doute y avoir de l'inquiétude dans la population, mais je pense qu'il y a moins d'inquiétude dans la population parce que la population y participe. La préoccupation concerne les autres, cette vague d'annexionnistes que nous avons là-bas, ceux qui commencent à faiblir, ceux qui commencent à se montrer lâches ou faibles face aux pressions et à la guerre psychologique qu'ils nous exercent, face aux annonces d'une possible agression militaire ou de la poursuite du renforcement du blocus de Cuba avec les conséquences que cela pourrait entraîner pour notre peuple.

Il y a une réalité, Cuba est un pays de paix. La doctrine de défense ou doctrine militaire de notre pays est la conception de la Guerre de tout le peuple, qui est un concept de défense de la souveraineté et de l'indépendance du pays. Il ne contemple pas, à aucun moment, dans aucune section, d'aucune manière, une agression contre un autre pays. Nous ne sommes pas une menace pour les États-Unis.

Aujourd'hui, celui qui parle constamment d'agression, et qui a surtout lancé la rhétorique insultante sur une possible agression contre Cuba, c'est le gouvernement des États-Unis à ce moment-là.

Nous, révolutionnaires, savons ce que vaut défendre une révolution, et que la révolution, comme Fidel l'a expliqué, comme Raúl l'a expliqué, la révolution qui ne sait pas se défendre et ne renforce pas sa défense, est très difficile à survivre dans certaines circonstances. Et c'est notre devoir souverain, face au danger d'agression, de nous préparer à la défense.

Ainsi, lorsque nous avons fait les analyses de tout ce qui s'était passé : des événements du 3 janvier au Venezuela, des implications pour la région d'Amérique latine et des Caraïbes, des menaces dans la région et des menaces pour Cuba, l'une des priorités que nous avons établies était de déployer un Plan de préparation à la défense dans l'intérêt de la Guerre de tous les Peuples. qui inclut la préparation du système de défense territoriale de notre pays dans tous ses liens, de la zone de défense, de la municipalité, de la province, jusqu'au Conseil national de défense : des unités régulières des FAR et du MINUNT ; des brigades de production et de défense ; des milices des troupes territoriales, ainsi que des structures dans les zones de défense, des groupes spéciaux, pour élever nos niveaux de préparation à la défense. C'est légitime et même prévu dans notre Constitution.

Nous avons déclaré les samedis comme journées de défense nationale, et ainsi, progressivement et systématiquement, tous les éléments de notre système de défense territoriale sont préparés. Nous participons à cette préparation.

Deux activités préparatoires ont eu lieu à ce jour, menées par le Conseil de la Défense Nationale. Une dans laquelle nous avons mis à jour tous les plans pour faire face à une agression des organes de travail du Conseil national de défense ; Nous les mettons à jour, nous incluons des détails liés aux expériences que nous avons acquises lors des derniers conflits au niveau international.

D'un autre côté, lors d'une autre réunion du Conseil de Défense Nationale, nous avons mis à jour le Plan de transition vers un état de guerre, si nécessaire. Et cela a été publié, parce que nous ne le cachons pas, nous ne le cachons pas !

La note du Conseil de la Défense publiée disait exactement ce qui suit : « Conformément aux activités prévues pour la Journée de la Défense et dans le but d'augmenter et de perfectionner le niveau de préparation et de cohésion des organes de gestion et du personnel, ce samedi le Conseil de la Défense nationale s'est réuni pour analyser et approuver les plans et mesures pour la transition vers l'état de guerre, dans le cadre de la préparation du pays sous la conception stratégique de la guerre du peuple entier. » Il ne dit pas que nous allons entrer en état de guerre ; il dit que nous nous préparons à savoir si nous devons passer à un état de guerre, à un moment donné.

Par conséquent, la réalité est que tout le reste est une manipulation, immédiatement adoptée par tout le système d'intoxication médiatique existant pour défendre les intérêts du gouvernement des États-Unis.

Et nos gens participent, j'ai visité des unités militaires où nous avons mené des exercices, j'ai partagé avec des étudiants universitaires qui ont également participé à des tâches de défense dans les zones de défense de la municipalité, et nous continuerons à participer systématiquement à ce type d'activité.

Arleen Rodríguez. - Passons aux agences de presse.

Je voulais, à titre d'information supplémentaire, que je ne vous ai pas données, dire que parmi les médias qui ont demandé cette comparution, les représentants des médias étrangers, que nous avons déjà entendus, sont ici ; la télévision, comme il est logique, avait également demandé son espace, et voici les agences de presse Prensa Latina, Jorge Legaña, son président, et Norland Rosendo, directeur de l'Agence de presse cubaine.

Jorge Legaña (Agence de presse latino-américaine Prensa Latina). - Salutations, Président.

Miguel M. Díaz-Canel. - Salutations, un câlin.

Jorge Legaña.- Tout d'abord, je voudrais vous remercier pour cet espace qui nous permet aussi de poser les questions que notre population se pose et que nous avons également reçues.

Je vous demande de revenir un instant au décret exécutif de la semaine dernière, car il est intéressant de voir comment la question de l'état d'urgence nationale est invoquée, ce qui n'est pas la première fois qu'elle est invoquée. Je lui poserais plusieurs questions et lui demanderais s'il peut y répondre une par une.

Sommes-nous un pays qui parraine le terrorisme international ? Une question récurrente, je pense qu'il est important de la poser.

Le récit américain parle de protéger les terroristes dans notre pays, protégeons-nous les terroristes à Cuba ? À ce sujet, existe-t-il des forces militaires, des services de renseignement ou d'autres nations sur le sol cubain ? Ou bien y a-t-il des pourparlers en cours avec certains pays, certains pays, pour installer des bases de renseignement à Cuba ou des bases militaires à Cuba, au-delà de celle qui existe historiquement ?

Miguel M. Díaz-Canel. - Vous me posez une question à laquelle vous avez répondu des milliers de fois et à laquelle nous vous avons vu parler de ces sujets ; Mais, comme vous l'avez dit, c'est un sujet actuel et aussi un sujet qui figure à l'ordre du jour public du débat dans notre pays.

Lorsque nous examinons l'histoire de la Révolution cubaine, nous pouvons découvrir avec quelle systématité, avec quelle intensité, avec quelle perversité le gouvernement des États-Unis a agi en promouvant des actes terroristes contre la Révolution.

Il y a les plus de 600 tentatives d'attaques bien connues contre notre Commandant en chef, tout un ensemble de faits historiques, de terrorisme. Pour se souvenir de certains de ceux qui sont passés par les provinces que j'ai dirigées : Boca de Samá, à Holguín ; il combattit des bandits à Escambray, à Villa Clara, Cienfuegos et Sancti Spiritus, qui exécutèrent, assassinèrent paysans et révolutionnaires, parmi lesquels un jeune homme comme Manuel Ascunce, qui enseignait aux paysans à lire et à écrire afin qu'ils aient la lumière du savoir.

Il faut dire qu'un point commun à tous ces événements, à toutes ces expressions du terrorisme, c'est qu'ils ont été organisés, financés et soutenus successivement par les gouvernements des États-Unis.

L'un des événements les plus mémorables du pays, en raison de sa connotation et des paroles vibrantes de notre Commandant en chef à cette occasion, fut le crime contre l'avion de la Barbade où 73 personnes sont mortes.

Lors d'une visite que nous avons faite dans les Caraïbes il y a quelques années, nous avons eu l'occasion de

rendre hommage à ceux qui sont tombés dans ce crime, partageant avec l'un des fils de l'une des victimes de l'attaque contre l'avion de Cubana de Aviación, Tin Cremata, le directeur de La Colmenita. Je me souviens que cette réunion dans cet endroit, un après-midi, en présence du Premier ministre de la Barbade, Mia Mottley, fut très émouvante et très sincère pour les Cubains présents, et en particulier pour Tin qui, en plus, par ses mots, racontait aussi toute la douleur qu'il a subie depuis son enfance avec sa famille pour la perte de son père.

Je voudrais vous en dire plus, aujourd'hui nous connaissons des plans d'actes terroristes qui sont soutenus, financés et préparés aux États-Unis pour attaquer Cuba à un moment comme celui-ci, et qu'en temps voulu, nous fournirons l'information, en temps voulu, nous ferons toutes les dénonciations qu'elle mérite.

Comment pouvez-vous parler de terrorisme à Cuba, un pays qui a été victime du terrorisme par celui qui nous accuse ? C'est de l'impudence, c'est immoral, c'est de la manipulation, c'est un mensonge, c'est une calomnie ; mais nous avons des événements très récents, et avec quelle malhonnêteté les gouvernements des États-Unis ont abordé la question du terrorisme en blâmant Cuba.

Rappelons-nous qu'il ne restait que quelques jours avant la remise de la présidence des États-Unis, que le président actuel des États-Unis nous a inscrits sur la liste des pays prétendument soutenus par le terrorisme, et nous savons tous que c'est l'une des actions qui ont le plus provoqué le renforcement du blocus en ces temps. à cause des dégâts que cela nous cause d'un point de vue financier et de la possibilité qu'un groupe entier d'entités et d'entreprises collabore avec Cuba, et de la manière dont c'est une mesure totalement coercitive et une pression contre d'autres. Et ils ont mis cette affiche, cette définition, cette classification et nous ont inclus dans cette liste fallacieuse sans aucune preuve.

Biden a maintenu cette position durant son mandat et, dans les derniers jours de son mandat, il nous a retirés de la liste des pays prétendument soutenus par le terrorisme ; Par conséquent, il reconnaissait qu'il n'y avait aucune preuve pour nous inclure sur cette liste. Et Trump revient à la présidence et dans quelques jours, il nous remettra sur la liste.

La liste répond-elle vraiment à une évaluation équitable, à une évaluation avec des preuves qu'un pays est terroriste, ou s'agit-il aussi d'une manipulation politique qui répond aux intérêts des administrations américaines ?

Cuba n'est pas un pays terroriste. Cuba ne représente pas non plus une menace pour la sécurité des États-Unis. Cuba n'a jamais pris, proposé ou armé une action agressive qui mette en danger l'intégrité territoriale, la sécurité ou la stabilité du gouvernement des États-Unis.

Nous ne protégeons pas les terroristes. Il n'y a pas de forces militaires à Cuba provenant d'autres nations ou autres groupes. Il n'existe pas de bases militaires d'autres pays à Cuba. Nous avons des accords de coopération militaire et de coopération militaire avec des pays amis, avec des alliés ; mais cela ne signifie pas qu'il existe des bases militaires à Cuba.

À Cuba, comme l'a dit Legañoa, il y a une base militaire, une base militaire illégale, et à qui appartient ? C'est une base américaine illégale sur le sol de la province cubaine de Guantánamo, contre la volonté du peuple cubain.

Qui sont ceux qui ont des bases militaires à travers le monde ? Qui se distingue en soutenant le terrorisme d'État dans le monde ? Ou bien l'agression contre le Venezuela et l'enlèvement d'un président n'étaient-ils pas un acte de terrorisme d'État ? Ou bien le soutien américain au génocide du peuple palestinien à Gaza n'est-il pas du terrorisme ? Ou bien tirer et faire disparaître des bateaux et des bateaux avec des personnes qui n'ont pas été prouvées liées au trafic de drogue de manière extrajudiciaire, sans enquête, sans preuves, n'est-il pas un acte de terrorisme ?

Alors, de quel côté est la vérité dans ce monde ? Quel est le principal État du monde qui représente un danger pour la sécurité et la paix mondiale ? États-Unis. C'est la vision que j'ai sur ce sujet, Legañoa.

Norland Rosendo (Agence de presse cubaine). - *Salutations, Président.*

Monsieur le Président, le contexte cubain actuel est très complexe en matière de production d'électricité en raison des problèmes d'accès aux carburants internationaux, qui ont été aggravés par le décret exécutif qui menace de nous empêcher davantage d'y accéder.

Cuba a proposé à plusieurs reprises, dans divers scénarios nationaux, une stratégie à long terme visant à

modifier la matrice énergétique du pays, jusqu'à atteindre environ cent pour cent du pays à partir de sources renouvelables d'ici 2050.

À la lumière des événements actuels, y a-t-il une mise à jour de cette stratégie ? Si oui, quels sont les éléments qui la soutiennent et quelles seront alors les priorités ?

Miguel M. Díaz-Canel. - Une question très intéressante et je pense qu'elle a beaucoup à voir avec ce que les gens ont en matière de préoccupations, avec ce que les gens veulent savoir.

Le mois de janvier a été consacré aux sessions plénières, aux stratégies dans les territoires et aux stratégies nationales, et l'une des priorités a été le programme énergétique du pays, qui inclut les questions d'électricité et d'autres questions énergétiques liées aux questions du carburant, de l'utilisation des combustibles. Et nous avons mis à jour cette stratégie. Ce qui se passe, c'est qu'une stratégie était déjà en train d'émerger, comme vous le proposez vous-même, depuis environ deux ans, qui avait pour objectif fondamental la transition énergétique, c'est-à-dire de passer aux sources renouvelables et d'être plus indépendant de l'utilisation des combustibles fossiles.

La manière dont un ensemble de mesures coercitives du gouvernement des États-Unis, dans cette situation, a été orienté vers le blocus énergétique du pays ratifie l'importance de maintenir cette priorité dans la transition énergétique du pays vers les sources renouvelables.

Peut-être que, pour répondre à votre question, je dois parler des résultats que nous avons obtenus de l'application de cette stratégie l'année dernière et de ce que consiste la ratification et la mise à jour de cette stratégie à l'heure actuelle, à la lumière des événements actuels.

La situation était si complexe l'an dernier que les résultats discrets, pour ainsi dire, bien qu'il y en ait un qui n'est pas du tout discret, et je vais l'expliquer, ne nous ont pas permis de voir l'ampleur de l'impact de ce qui a été accompli l'année dernière, qui fut l'une des années où nous avons eu le plus de harcèlement, où nous avons moins de ressources financières. que nous avons moins de carburant.

L'année dernière, nous avons récupéré plus de 900 mégawatts dans la source de production distribuée du pays. Pourquoi cet impact n'a-t-il pas été observé ? Parce qu'il a coïncidé avec une augmentation de la capacité de production ou la récupération de la capacité de production distribuée, mais sans avoir eu, pour toutes les raisons que nous connaissons, du carburant pour cela...

Par exemple, nous sommes à zéro production distribuée depuis quatre semaines, et nous ne pouvons pas utiliser plus de 1 300 ou 1 400 mégawatts de puissance installée en production distribuée aux heures de pointe pour compenser les déficits. Faites le calcul par vous-mêmes : si, à l'heure de pointe, nous avons avancé ces premiers jours de l'année, au premier mois et ce qui s'est passé en février, entre 1 600, 1 800, 1 900 mégawatts de déficit, parfois nous avons atteint jusqu'à 2 000 ; Si nous avions eu 1 200, 1 300, 1 400 mégawatts de production distribuée en fonctionnement à ce moment-là, le pic aurait été réduit à 500 ou 400 à un moment très précis du pic et nous aurions pu fermer la plupart des nuits après le pic et tôt le matin. Mais c'était un résultat dont nous n'avons pas pu tirer parti à cause de problèmes de carburant, mais voilà, voilà !

Nous avons également récupéré les capacités de production thermique, ce qui concerne l'ensemble du processus de réparation et d'entretien des principales centrales thermoélectriques du pays. L'impact n'a pas été observé car nous avons eu des déficits, de très importants déficits. Mais remarquez que nous avons maintenu un déficit, par exemple, au pic oriental dont nous parlons, avec des centrales thermoélectriques, des centrales thermoélectriques ne fonctionnant qu'à ce moment de pointe, sans production distribuée. Les déficits du pic sont restés plus ou moins les mêmes qu'à une autre époque où une partie de la production était répartie, mais nous n'avons pas ce que nous avons récupéré en production thermique, et cela n'a pas non plus montré l'impact.

Et la troisième direction dans laquelle nous travaillons, et où je crois qu'il y a un résultat notable, qui n'est peut-être pas perçu non plus, concerne les investissements que nous avons réalisés cette très mauvaise année en termes de situation économique et financière des sources d'énergie renouvelable.

L'année dernière, nous avons fait un investissement et installé plus de 1 000 mégawatts de production d'électricité dans des parcs photovoltaïques : nous avons installé environ 49 parcs photovoltaïques dans le pays. Ainsi, avant 2025, la pénétration, ou disons, le pourcentage que les sources d'énergie renouvelable apportaient à la production d'électricité du pays n'était que de 3 %, et avec cet investissement cette année-là, en une seule année, nous sommes passés de 3 % à 10 % de la production, ce qui signifie que nous avons augmenté de 7 %.

Et vous me demanderez ou la population demandera : où est cette énergie ? Eh bien, imaginez que si la journée nous n'avons pas eu de production distribuée et que la journée nous n'avons pu compter que sur des centrales thermoélectriques, dont certaines sont en réparation ou en maintenance, pourquoi n'avons-nous pas eu les pics de déficit que nous avons la nuit ? Eh bien, tout simplement parce que ces 1 000 mégawatts de parcs photovoltaïques produisent en moyenne, chaque jour, aux heures où ils fonctionnent, 38 % de l'énergie que le pays consomme à ce moment-là, et qu'ils ont pu maintenir un niveau de déficit contrôlable, gérable pendant les heures de la journée.

Voyons ça autrement. Si nous n'avions pas eu ces 1 000 mégawatts à l'époque, nous aurions eu moins de 1 000 mégawatts de production, nous aurions généré environ neuf cents mégawatts à l'époque ; et un système électro-énergétique comme le nôtre, avec 900 mégawatts de production, plus de 1 200, 1 300 mégawatts de déficit soutenu pendant la journée..., parce qu'aujourd'hui nous avons une différence de déficit le jour et la nuit. Si nous n'avions pas eu ces parcs photovoltaïques, le déficit que nous avons aujourd'hui la nuit aurait duré toute la journée. Qu'est-ce qui se serait passé ? Le pays aurait vécu systématiquement d'une coupure d'électricité à l'autre. En d'autres termes, le système serait constamment instable, il y aurait eu une panne totale de courant, nous nous serions repris et en deux ou trois jours nous reviendrions à l'instabilité, et cela ne s'est pas produit.

Maintenant, Arleen me demandait les autres jours : pourquoi y a-t-il une perception, surtout à La Havane, que les coupures de courant ont augmenté pendant l'heure avancée ? Il y a des moments où elles ont augmenté, et d'autres où plus de problèmes, de carburants, de casses, le soleil plus faible se réunissent, les choses deviennent plus compliquées pour nous.

Quand on regarde les déficits que nous avons maintenus la journée, avant janvier et en janvier et février, les déficits de la journée sont plus ou moins égaux. Ce qui se passe, c'est que jusqu'en 2025, nous avons travaillé avec un concept de priorité pour la production d'électricité quotidienne pour la population, mais l'économie a été arrêtée, les industries, les activités agricoles, l'irrigation ont été arrêtées ; Nous avons arrêté les principales usines, les principaux centres d'exportation, les principaux centres de production de biens pour la population.

En faisant également une analyse réaliste des conditions du pays, nous avons dit : il faut investir un peu d'énergie dans l'économie cette année, le jour même. Savoir que cela se fait au détriment de la population, mais que la population reçoit aussi ce que nous produisons dans l'économie et, si l'économie ne produit pas, alors nous devenons plus compliqués et l'impact des problèmes énergétiques est plus important sur la vie des Cubains.

Ainsi, avec ce concept, le déficit est resté le même, nous avons pu le maintenir grâce à cet investissement, mais nous consacrons une partie de cette énergie à l'économie, et nous avons donc réussi à prioriser l'irrigation de l'électricité pendant la journée ; l'irrigation, par exemple, des hectares de riz que nous plantons, car cette année nous voulons atteindre 200 000 hectares de riz, ce qui impliquerait une production avec laquelle nous commencerions à couvrir environ 30 % à 40 % du riz que nous consommons dans le panier réglementé et qui est importé aujourd'hui, et ce serait une première étape pour atteindre l'autosuffisance du riz avec une production nationale en deux ou trois ans sans avoir à importer Riz à la campagne.

Nous avons pu fournir de l'énergie à un groupe d'entités qui génèrent des exportations ; nous avons pu fournir de l'énergie à des entités qui substituent les importations ; Nous avons pu fournir au tabac l'énergie dont il a besoin, qui est aujourd'hui un produit d'exportation très important, pour l'irrigation et pour les investissements réalisés.

Maintenant, puisque toutes les provinces ont déjà eu des effets pour équilibrer cela dans le pays, où ressentez-vous le plus ? À La Havane, dans la capitale, parce que c'est celle qui avait le plus de capacité à livrer une partie, à demander une part de cette énergie pour pouvoir stimuler l'économie. Et c'est pourquoi il peut y avoir – il y a en fait – une prise de conscience qu'il y a plus de déficit. Le déficit n'est pas, ce qui se passe, c'est qu'il y a plus de déficit dans la population parce que nous avons priorisé l'économie.

Je me demande : avons-nous tort sur ce concept ou n'est-ce pas aussi un moyen de pouvoir consacrer une partie de tous ces efforts d'investissement à l'économie pour avancer ? Et nous avons travaillé sur ce concept.

Jusqu'à présent, je vous ai parlé des résultats de l'année dernière et de ce qu'ils signifiaient dans la situation électro-énergétique actuelle.

Maintenant, ce que nous avons proposé, non seulement pour l'électricité, nous l'avons présenté comme un concept pour la situation énergétique du pays, à cause de ces pressions, de cette situation que nous vivons, et je le fais avec une approche non idéaliste, je le fais avec une approche rationnelle, optimiste, mais aussi

réaliste, cela doit être pris comme une opportunité et finir de comprendre que le pays doit être capable de se soutenir énergétiquement avec des sources d'énergie que nous possédons : avec notre lourd brut national ; Avec les sources d'énergie renouvelables : nous avons de l'air, de l'eau, du soleil, de la biomasse, nous pouvons produire du biogaz, et ce concept sera ensuite appliqué à la production d'électricité. Et c'est un concept qui actualise ce que nous proposons sur la question du plan énergétique et, en particulier, en ce qui concerne l'électricité.

Bien sûr, ce n'est pas exactement atteint, mais imaginez si nous n'avions pas eu les 1 000 mégawatts. Si nous avons eu 1 000 mégawatts l'an dernier et que nous aspirons à atteindre un chiffre proche cette année, alors nous atteindrions déjà des niveaux supérieurs à 15 %, voire près de 20 % de la production d'électricité à partir de sources renouvelables. Et le pays du modèle économique et social de 2030 était proposé d'atteindre 25 % d'ici 2030 ; Nous atteindrions cela avant l'année 2030.

Alors, que faisons-nous, quelles autres actions sont envisagées dans ce programme déjà mis à jour ? La continuité du programme et l'entretien des centrales thermoélectriques, car nous ne pouvons pas immédiatement nous passer de la base thermoénergétique, car, en plus, dans cette base thermoénergétique, nous pouvons produire avec du pétrole brut national, sans dépendre des importations de combustible.

Poursuivre le programme visant à augmenter les sources d'énergie renouvelable. Maintenant, à la fin de février, nous aurons 98 mégawatts supplémentaires installés dans les parcs photovoltaïques ; D'ici la fin mars, nous aurons ajouté 58 mégawatts supplémentaires en mars, et nous incorporerons donc plus de mégawatts chaque mois de l'année, comme nous l'avons fait l'an dernier.

Nous sommes dans des investissements qui non seulement augmentent la production avec des sources d'énergie renouvelable, mais une partie de ces investissements inclut des sources d'énergie renouvelable avec accumulation accrue. En passant à des sources d'énergie renouvelables par accumulation, nous garantissons la stabilité de la fréquence du système et, d'un autre côté, nous créons des capacités qui, avec l'énergie photovoltaïque qui s'accumule pendant la journée, produisent une capacité de production la nuit, ce qui nous rend totalement indépendants de l'utilisation des combustibles fossiles.

5 000 systèmes photovoltaïques sont installés, disons, domestiques, familiaux, dans des foyers de 2 kilowatts chacun, dans des foyers qui n'étaient pas électrifiés car isolés et où l'électricité impliquerait un investissement considérable dans les câbles, transformateurs, poteaux, dans des endroits difficiles d'accès. Lorsque nous y parviendrons, nous acheverons l'électrification de cent pour cent du pays, c'est-à-dire la possibilité pour le monde entier d'avoir de l'électricité, et l'autre dépendra de ce que nous produisons ; Mais les foyers qui n'avaient pas d'électricité commenceront à avoir une électricité stable, car ils ont aussi une accumulation et pourront profiter de ce qu'ils n'ont jamais pu apprécier.

Et cela suffit pour les maisons qui nous manquaient ainsi que pour un groupe de maisons qui étaient dans des systèmes où l'énergie fournie était de quelques heures par jour, car elles dépendaient de centrales à combustible, d'hydroélectriques ou d'hydroélectriques qui dépendaient du débit d'eau existant ou de certaines connexions très mauvaises. Ainsi, nous avons amélioré 5 000 logements dans ce concept.

D'un autre côté, nous installons déjà 5 000 modules photovoltaïques supplémentaires dans des centres vitaux pour fournir des services à la population. Regardez, nous faisons tout cela au milieu de cette circonstance, au milieu de ce moment, et cela contribue à cette transition énergétique.

Par exemple, 161 foyers maternels dans le pays bénéficieront de ces modules. Le courant peut être coupé dans ces endroits et les foyers maternels auront de l'énergie. Des modules de ce type ont été placés pour les enfants – appelés enfants à charge – qui ont des maladies nécessitant de l'énergie toute la journée à la maison ; L'année dernière, nous les avons installés sur 161 enfants et cette année, nous allons les installer sur 121 autres.

J'ai parlé de 161 maisons de maternité ; 156 maisons de retraite ; 305 maisons de grands-parents ; 556 polycliniques, dont au moins le corps de la garde et une partie importante disposeront de ces systèmes ; 336 agences bancaires. Vous savez que l'un des problèmes auxquels la population est confrontée aujourd'hui lorsqu'il y a une panne de courant est qu'elle ne peut pas mener d'opérations bancaires, et l'économie ne fonctionne pas non plus du point de vue financier, ce qui est résolu ; 349 bureaux commerciaux de l'UNE et d'autres organisations où les personnes doivent effectuer des procédures.

Ici, nous avons parlé des maisons des grands-parents, des polycliniques, des succursales. Tout cela est dispersé dans les 168 municipalités de notre pays. En d'autres termes, nous allons vers ce concept et nous ne nous arrêtons pas, nous aspirons à aller davantage.

Aujourd'hui, il y a 10 000 systèmes photovoltaïques supplémentaires. Écoutez, nous avons parlé, 5 000 et 5 000 font 10 000. Il s'agit déjà de 10 000 foyers ou 10 000 institutions qui n'ont pas besoin d'être connectés au système électrique national.

Il y a 10 000 systèmes photovoltaïques qui sont livrés en priorité aux personnes travaillant dans le système éducatif et dans le système de santé : médecins, enseignants, professeurs, agents de santé, travailleurs de l'éducation, travailleurs de l'enseignement supérieur, deux secteurs qui contribuent beaucoup à la société, deux secteurs où ils travaillent dans des conditions très complexes. Avec des facilités de paiement, avec des crédits, des paiements à long terme. Il y a 10 000 personnes de plus, ou 10 000 maisons de plus, multiplié par trois ou quatre familles, qui s'améliorent grâce à cela.

Nous avons proposé des incitations pour les personnes qui achètent des systèmes et souhaitent cogénérer et contribuer au système électrique national, ou qui souhaitent cogénérer et contribuer à une communauté, à un bloc ou à un groupe de foyers.

Nous avons également créé des incitations afin que, en termes de tarifs, de prix et de modes de paiement, toute personne capable d'acquérir un système photovoltaïque domestique pour l'intégrer à son domicile puisse l'acquérir de la manière la plus viable et la plus rapide possible.

Cette année, la reprise des capacités éoliennes est également prévue, la transmission éolienne dans certains parcs que nous avons déjà dans le pays, mais qui présentaient certains problèmes techniques, et de nouveaux investissements dans l'énergie éolienne sont en cours de développement, notamment dans la région de La Herradura, à Las Tunas.

C'est tout un ensemble d'actions qui sont envisagées dans ce programme en cours de mise à jour et qui nous indiquent le chemin que nous voulons emprunter et celui que nous voulons emprunter.

Et ici, comme je viens de l'expliquer, il y a un autre groupe de choses qui sont en cours, d'aide que nous allons recevoir, de projets en cours de gestion qui, dans la mesure où nous aurons une réponse, pourront élargir tout ce que nous avons projeté.

Aujourd'hui, le pays a acquis l'an dernier une capacité de formation dans les forces qui construisent, exploitent et installent la technologie des parcs photovoltaïques. Si au début des premiers parcs il nous a fallu environ trois mois pour les construire, les derniers parcs ont été terminés en 45 jours ; c'est-à-dire qu'il existe déjà du personnel formé pour poursuivre ces investissements à Cuba, voire pour fournir des services à d'autres pays nécessitant une collaboration à cet égard.

De nouvelles technologies ont été intégrées, des transferts de technologie ont été réalisés, des développements sont en cours. Un groupe de scientifiques, dirigé avant tout par le Dr Lidice, de l'Université de La Havane, a été très attentif à la manière dont ces investissements devaient être réalisés, c'est-à-dire que tout ce programme s'est concentré sur la science et l'innovation, c'était un sujet qui a été abordé et discuté au Conseil national de l'innovation l'année dernière et qui est déjà une réalité aujourd'hui. et qu'elle a eu cet impact et cet effet que je vous ai expliqué.

Est-ce qu'il me restait quelque chose en électricité ?

Arleen Rodríguez. - *Oscarito nous avait donné un papier demandant de parler de ce sujet, mais sous une autre dimension.*

Oscar Figueredo (*Cubadebate et IDEAS Multimedios*). - *Salutations, Monsieur le Président.*

Vous faisiez référence, et le peuple cubain, est conscient des importants investissements qui ont été faits dans les questions énergétiques, malgré la situation actuelle dans le pays, et il y a un élément important qui a été ratifié, c'est la nécessité de continuer à exploiter les sources internes dont nous disposons, à savoir le pétrole. Certains étaient incrédules parce qu'ils disaient : que le pétrole cubain est inutile, trop lourd.

Je pense qu'en ce moment, le besoin que nos propres centrales thermoélectriques utilisent ce combustible est en cours de ratification, pensez-vous que dans ces conditions, l'exploitation de cette ressource naturelle ainsi que du gaz associé peut continuer à augmenter ?

Miguel M. Díaz-Canel. - D'accord.

Cette question me permet de répondre puis de compléter l'approche énergétique, c'est-à-dire ce que nous faisons énergétiquement, ce que nous proposons pour faire face à la situation actuelle. Je souligne toujours

que tout cela est réalisable, mais que cela ne se résout pas d'un coup.

Avant de passer à la réponse, ce que je veux vous dire, c'est qu'en ce moment, nous avons une situation énergétique, du point de vue du carburant, complexe. Rappelez-vous que le blocus naval du Venezuela a commencé en décembre, donc depuis cette date, aucun carburant n'a été reçu dans ce pays.

Ainsi, aujourd'hui, nous avons des problèmes dans la disponibilité du combustible pour garantir non seulement la production d'électricité, mais aussi les activités de base, en particulier celles qui concernent directement la population. C'est pourquoi le Conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui pour compléter ces directives gouvernementales face à la grave pénurie de carburant.

Et ici, nous avons pris comme référence les indications du Commandant en chef pour la période spéciale. Vous souvenez-vous des directives du Commandant en chef pour la période spéciale, de ce que nous appelons l'Option Zéro ? Elles sont aussi envisagées, mises à jour, car il existe d'autres situations différentes dans ces directives.

Je vais donner, disons, un contexte général basé sur la question que vous me posez, mais dans les prochains jours, sur la base de la discussion que nous avons entamée au Conseil des ministres et de ce qui a été travaillé, un groupe de vice-premiers ministres et ministres informera la population plus en détail du contenu de toutes ces mesures. Et la population, je pense que dans une semaine, aura toutes les informations sur la situation et sur la façon dont nous allons y faire face.

Un second concept que je souhaite clarifier : même s'il y a un blocus énergétique, nous ne renonçons pas à recevoir du carburant dans notre pays. C'est un droit que nous avons, et nous prendrons toutes les dispositions nécessaires pour que le pays puisse à nouveau bénéficier des revenus et de l'approvisionnement en carburant. En d'autres termes, ce que je veux expliquer avec cela, c'est qu'ils ont la garantie que le Parti, le Gouvernement, les institutions qui s'occupent des décisions énergétiques travaillent pour que notre population, notre pays, notre économie, notre développement économique et social soient moins affectés, dans des conditions difficiles. parce qu'il y a un blocus énergétique imposé par les États-Unis.

Et il y a beaucoup de crainte, beaucoup d'impact psychologique sur les armateurs, les compagnies maritimes, les pays qui peuvent nous fournir du carburant ; Mais nous ne renonçons pas, c'est souverain, c'est une décision souveraine de ce pays. Je trouve très condamnable qu'une puissance, avec la dimension que les États-Unis ont en tant que puissance, adopte une politique aussi agressive et criminelle envers une petite nation.

Parce que que cela signifie de ne pas laisser une goutte de carburant atteindre un pays ? Il s'agit d'affecter le transport alimentaire, la production alimentaire, les transports publics, le fonctionnement des hôpitaux, des institutions de toutes sortes, les écoles, la production économique, le tourisme.

Comment éviter que les cours des enfants ne consomment plus de carburant ? Comment fonctionnent nos systèmes vitaux sans carburant ? Comment distribuer la nourriture ? Comment planter ? Comment rompre-t-on ? Comment préparer la terre ? Comment collectons-nous les produits ? Comment on se déplace ?

Par conséquent, nous allons adopter des mesures qui, bien qu'elles ne soient pas permanentes, devront en permanence dépendre de la disponibilité de carburant dont nous disposons ; Ce sont des mesures qui demanderont des efforts. Je sais que les gens vont dire : Mais encore un sacrifice ? Eh bien, si nous ne nous sacrifions pas et si nous ne résistons pas, que ferons-nous ? Allons-nous nous rendre ?

Nous avons partagé que l'option de la reddition n'est pas celle de Cuba. Il y a beaucoup à défendre, il y a beaucoup de Cubains dignes qui ont donné leur vie pour ce pays, pour l'indépendance de ce pays en tous les temps. Et les plus récents sont les 32 camarades tombés au Venezuela, dont la chute a indigné notre peuple, et cette blessure est toujours là, cette blessure ne guérit pas.

Et pourquoi agissaient-ils ainsi ? Parce qu'ils avaient une condamnation, ils savaient ce qu'ils défendaient. Il n'était pas seulement un président, il n'était pas seulement une nation sœur ; c'était la dignité, c'était la souveraineté, c'était Cuba, c'était la Révolution, c'était l'Amérique latine et les Caraïbes, c'était le Sud global. Et ils l'ont fait comme la seule chose possible, avec une attitude constante dans la vie à un moment pareil : avec courage, avec bravoure, il n'y a pas d'autre façon de le décrire. Et nous verrons demain, quand nous pourrons raconter toute l'histoire, la véritable contribution de l'attitude de ces 32 Cubains, et ce qu'ils signifient comme leçon pour ceux qui ont l'esprit brûlé face à leurs menaces et à leurs tentatives d'attaquer Cuba.

Quel droit a une nation d'empêcher le carburant d'atteindre un pays ? Avec cela, ils n'agissent pas seulement

contre Cuba et contre le peuple cubain, et combien de personnes sont empêchées d'avoir une relation commerciale normale avec Cuba, combien d'entreprises et d'entités sont lésées. N'est-ce pas une violation de tout le droit international, de toute la Charte des Nations Unies ? N'est-ce pas contraire au libre-échange que défendent le capitalisme et l'impérialisme ?

D'ailleurs, pour qui se prennent-ils pour nous imposer ça ? Est-ce que quelqu'un peut célébrer cela dans le monde, qu'on fasse cela à un pays ? Y a-t-il un indice d'humanisme, de décence, de sensibilité, de bienséance chez quelqu'un qui agit ainsi ? C'est pour nous étouffer complètement.

Et pour ne pas être étouffés, il y a une stratégie, un programme que nous avons aussi mis à jour, comme je vous l'ai dit, ces jours-ci. Et il y a de nouvelles mesures que nous avons vues aujourd'hui au Conseil des ministres, dont certaines sont restrictives, mais nous devons accueillir la consommation, nous devons promouvoir l'épargne. Il y a des choses que nous devons arrêter, reporter pour continuer à fonctionner sur les fondamentaux, et pour continuer à peser et affronter cette situation.

Je sais que lorsque je parle d'épargner, parfois les gens le voient un peu loin et se demandent : « Mais qu'est-ce que tu veux encore économiser ? » Il y a beaucoup de choses à sauver. Même ceux qui ont plus d'énergie pendant plus d'heures de la journée parce qu'ils sont associés à des circuits à protéger devraient être plus responsables dans l'utilisation de cette énergie que d'autres n'ont pas.

Je crois aussi qu'en parlant, en discutant, en expliquant ces choses, nous pouvons promouvoir la prise de conscience et, même si certains le voient comme lointain, nous pouvons tous contribuer à ce dont nous avons besoin pour faire face à cette situation.

Voici donc un concept, que j'ai déjà évoqué, qui est fondamental : nous devons apprendre à vivre en utilisant nos sources d'énergie, comme vous l'avez souligné.

Tout d'abord, voici plusieurs actions. Nous sommes, au milieu de cette situation, avec tout ce qui manque de ressources, à augmenter nos capacités de stockage de carburant. Rappelez-vous que nous avons perdu de la capacité de stockage lorsque les Supertankers ont tiré, nous la récupérons ainsi que dans d'autres régions du pays. Pourquoi ? Parce que, comme je vous l'ai dit, nous ne renonçons pas au fait de pouvoir avoir du carburant, et si nous créons plus de capacité, nous pourrions en avoir plus, et l'une des choses que nous allons promouvoir est d'avoir plus de carburant en livraison dans le pays.

Il y a une augmentation des capacités de stockage.

Il y a une augmentation, comme vous l'avez justement souligné, de la production nationale de pétrole brut, que je préfère appeler « équivalent pétrolier ». Parce que, comme vous l'avez dit, nous avons augmenté l'extraction du pétrole brut et du gaz associé. N'oubliez pas que nous utilisons une partie de ce gaz pour la production d'électricité, c'est un processus extrêmement efficace, tout comme Energas, et ces derniers mois, parce que nous avons eu plus de gaz, nous avons augmenté la production d'électricité avec Energas.

Une partie de ce gaz accompagnant est celle que nous fournissons à plusieurs noyaux de la capitale pour la cuisson, sous forme de gaz manufacturé. Et dans le cadre de ce que nous faisons et de l'augmentation de la production de gaz associé, cette année, nous allons augmenter 20 000 consommateurs supplémentaires avec du gaz fabriqué à La Havane. C'est dans ce programme, et nous allons le faire cette année.

Augmenter la production d'équivalent pétrolier nous permet d'avoir une plus grande couverture en pétrole brut pour également travailler avec la production d'électricité dans nos centrales thermoélectriques qui peuvent consommer ce brut.

Mais nous étudions aussi – et en fait nous avons acheté un moteur – des moteurs qui nous aident à produire de l'électricité ou qui fonctionnent pour d'autres applications, qui prennent en charge ce brut cubain. C'est un autre projet et action que nous développons.

Et nous ne sommes pas limités à augmenter la production de pétrole brut et de gaz associé. Nous avons déjà confié une tâche à nos scientifiques, et nous avons pu ressortir un groupe de recherches que l'Institut de Recherche Pétrolière mène depuis des années dans le pays, afin d'atteindre le raffinage du pétrole brut cubain et d'en améliorer la qualité. Donc, non seulement utiliser ce pétrole brut cubain pour l'appliquer directement aux centrales thermoélectriques, mais aussi avoir des dérivés issus du raffinage de ce pétrole brut et de l'essence, du fioul, du diesel provenant de ce raffinage. Nous avons déjà réalisé, à la fin de l'année, un petit test de raffinage du brut national, et les perspectives s'ouvrent.

Écoutez, j'explique la stratégie et ce que nous pouvons faire ; Je répète, tout cela ne résout pas les problèmes d'un seul coup, mais cela nous apporte des solutions, cela nous éclaire, ce sont des choses différentes de ce que nous avons fait ou sur lequel nous dépendions, et elles nous donnent la souveraineté.

Nous avons également proposé de tirer parti de la question énergétique, non seulement de la production d'électricité, des sources d'énergie renouvelable ; Des poêles solaires peuvent être fabriqués, l'énergie solaire peut aussi être utilisée dans les sèche-linges en bois, dans les sèche-linges alimentaires. Tout comme l'hydroélectricité, l'énergie éolienne, la biomasse ; Mais le biogaz transforme les déchets en énergie, et avec les usines de biogaz, on peut cuisiner, avec les usines de biogaz, on peut avoir des lampes qui fonctionnent au gaz et fournissent de l'éclairage. Mais il y a des moteurs qui brûlent au biogaz et on y attache un générateur électrique et on obtient un générateur à gaz, et avec ce biogaz, on génère de l'électricité.

Ces choses que nous essayons de faire maintenant, au milieu de cette situation, nous devons les rendre durables et ne pas oublier ces temps difficiles. C'est pourquoi je dis que nous allons voir cela comme une opportunité de développement, de développement durable, d'être plus souverains énergétiquement et moins dépendants.

D'autres mesures devront être appliquées à mesure que la disponibilité du carburant évolue, pour le meilleur ou pour le pire.

Je peux également vous assurer, de plus, d'après les expressions de soutien que nous avons reçues en ces jours turbulents, que dans le monde il existe de nombreuses personnes et entités qui rejettent la pression, qui rejettent le chantage, qui rejettent et s'opposent au siège économique contre Cuba, et sont prêts à prendre des risques pour travailler avec Cuba.

Je crois que le monde, la communauté internationale, doit aussi définir si elle va permettre qu'un crime comme celui-ci, qui est commis aujourd'hui contre Cuba, qui peut être commis contre n'importe quelle autre nation du monde, soit ce que nous allons avoir comme avenir pour l'humanité, ou si nous définissons vraiment que ce que nous devons faire, c'est mener une lutte pour la solidarité. pour la coopération, pour la souveraineté, pour le multilatéralisme et pour le respect des droits de tous dans le monde. C'est un point sur lequel la communauté internationale doit se prononcer et définir.

Arleen Rodríguez. - *Président, Dilbert Reyes, directeur adjoint du journal Granma, également présent ici.*

Je tiens à préciser que l'équipe de communication de la Présidence est également avec nous, mais comme elle nous accompagne quotidiennement...

Miguel M. Díaz-Canel. - On me demande tous les jours.

Dilbert Reyes (*Granma*). - *Salutations, Président.*

Deux questions : dans des conditions de blocus extrême, je pense que le mot survivre n'est ni exagéré d'une part ni pessimiste non plus, je pense que c'est un mot objectif qui implique, en premier lieu, de penser aux besoins fondamentaux de la vie : manger, boire de l'eau et les services essentiels de base : électricité, communications, santé, éducation. Comment pensez-vous que la vie du pays devrait évoluer pour répondre à ces priorités de survie ?

Comment pensez-vous et dans quelle mesure est-il urgent de mobiliser tout ce potentiel local, que vous avez tant de fois souligné, pour produire de la nourriture dans la communauté, pour produire des biens de consommation potentiels dans la communauté, car nous allons avoir des limitations de mobilité ? Même en reproduisant les expériences locales de façon mimétique, des expériences qui se sont avérées réussies.

Miguel M. Díaz-Canel. - Exaltants, comme on les appelle.

Dilbert Reyes. - *En cas de pénurie, ils se sont révélés efficaces, d'une part.*

Deuxièmement, vous avez présidé les plénières du Parti dans toutes les provinces, et beaucoup de ces concepts ont été répétés encore et encore ; Cependant, nous ne pouvons nier qu'il existe parfois la perception que ce sentiment d'urgence persiste dans la réunion, reste dans le concept et est difficile à intégrer dans la vie des gens. Comment pensez-vous que la direction du Parti devrait changer pour que tout cela, qui doit être urgent, ait des résultats et soit rapidement fait ?

Merci beaucoup.

Miguel M. Díaz-Canel. - Vous avez été très perspicace dans la façon dont vous avez caractérisé la situation et vous avez tout à fait raison.

Pour répondre à ces deux questions, je pense que je dois m'appuyer sur les sessions plénières que nous venons d'organiser au niveau provincial et qui vont désormais avoir une continuité au niveau municipal, et non pas parce que nous parlons d'une réunion de plus, je pense qu'elles ont servi d'espaces de débat, mais aussi de lieux pour construire un consensus.

Et dans cette construction de consensus, c'est là que je crois qu'il existe le potentiel de véritables transformations en résultats, ces choses que nous avons réitérées. Par-dessus tout, parce qu'il y a maintenant une nouvelle variable ou une variable qui a plus de poids dans l'équation de la vie des Cubains, qui est l'urgence du moment, et que nous ne pouvons pas perdre de temps et qu'il y a des choses que nous faisons maintenant ou maintenant. Je pense que cela a aussi encouragé la réflexion, cela a encouragé la promotion et la compréhension d'un groupe d'idées.

Les sessions plénières provinciales nous ont donné une première confirmation de cela. Ce que les provinces ont présenté comme stratégie cette année dans leurs programmes et plans a été bien supérieur à tout ce que nous avons abordé, y compris dans la conception du Plan national. On peut voir qu'il y a une volonté non seulement de résister, mais aussi de créer et de surmonter, et que de nombreuses choses commencent à se répandre.

Je pense que cela tient aussi au fait que nous avons discuté de sujets très complexes dans des situations très difficiles, et où il y avait des idées qu'on peut maintenant dire : « Eh bien, pourquoi vont-elles sortir maintenant ? » Parce qu'ils devaient mûrir, ils devaient croire en ces choses, les gens devaient voir des espaces, des scénarios où beaucoup de ces idées se concrétisaient avec succès. Aussi parce qu'il y a des gens, parfois, et je le dis avec une démonstration de sagesse, qui vous donnent une idée où ils ne couvrent qu'une seule variable de cette équation complexe de la vie des Cubains, et cela peut même être une idée brillante. Nous suivons toutes ces idées et les prenons en compte ; Mais ici, toutes les variables sont corrélées, toutes les variables font partie d'une équation, une équation très complexe, une équation très complexe ! C'est là que vous voyez que les choses prennent du temps à accomplir.

Et ensuite, nous commençons par la contribution du XI^e Plénum du Comité central du Parti. Je pense que c'était une séance plénière déchirante qui a ouvert les veines dans la discussion sur des questions fondamentales, sur les insatisfactions ; Avec une vision de l'urgence, une vision de la façon dont nous répondons à la population dans les plus brefs délais. Mais il a aussi mis en lumière, il a aussi partagé, je dirais, des concepts pour le travail idéologique, des concepts pour affronter la bataille économique, des priorités et, surtout, une construction de tout ce que nous avons proposé dans ce Programme gouvernemental – je suis toujours avec lui, en discutant et en vérifiant – que nous avons porté à une consultation populaire et qui aura maintenant une version renforcée et élargie basée sur la contribution de cette consultation populaire, Parmi toutes ces choses, quelles sont les transformations fondamentales qui nous définissent aujourd'hui et que nous devons réaliser dans le Modèle économique et social pour progresser plus rapidement ? C'est de cela que je vais te parler pour répondre aux deux questions que tu m'as posées.

Dans une telle situation, où d'un côté ils veulent nous appliquer l'asphyxie économique et de l'autre il y a la possibilité d'une agression militaire, ce que nous avons défini comme des priorités :

Premièrement, nous devons améliorer le fonctionnement du Parti, du Gouvernement, de l'État, des institutions, des institutions armées, des organisations de masse, des organisations sociales et de l'ensemble du système du pays.

Pour nous défendre contre l'agression et préparer une tentative d'agression, ce que je vous ai dit lorsque l'on m'a posé la question sur la défense, sur le plan d'augmenter la préparation et la préparation à la défense dans l'intérêt de la guerre de tout le peuple, par l'ensemble de notre population.

Un plan de mobilisation politique : comment nous manifestons constamment, comment nous discutons, débattons, partageons, proposons sans cesse. Je pense qu'un point important dans ce plan de mobilisation politique a été les honneurs funèbres et l'hommage que nous avons rendu aux camarades tombés au Venezuela.

Les premiers au monde à sortir manifester massivement le 3 janvier fut le peuple cubain. Rappelez-vous que c'était tôt le matin du 3 janvier, à huit heures du matin nous convoquions le public pour dix heures du matin dans la tribune anti-impérialiste, et quand nous sommes arrivés à la tribune à neuf heures trente, elle était complètement pleine. Nous avons dû attendre avant de commencer l'acte de dénonciation, car il n'y avait pas

encore eu le temps de monter l'acte et le peuple était là, et ils étaient donc présents dans toutes les provinces ; puis il y eut une succession d'actes et d'expressions des peuples dans toutes les provinces, dans toutes les municipalités.

Et l'acte lorsque les restes sont arrivés, la Marche du peuple combattant, la manière dont le peuple a participé et la manière dont le peuple est allé dans chacun des endroits, je pense que cela a été le point culminant de cette mobilisation politique, qui doit continuer à se faire, en ce qui concerne Cuba et ce qui concerne la défense du Venezuela. qu'est-ce qui concerne la défense de Maduro et de sa femme, qu'est-ce qui concerne l'intégration, ce que nous devons dénoncer des excès commis par l'empire contre le monde.

Il y a aussi, en réponse économique, la manière dont, dans les plus brefs délais, de mettre en œuvre les éléments fondamentaux, les transformations fondamentales contenues dans le Programme gouvernemental pour résoudre les problèmes structurels de l'économie et la renforcer.

Le plan énergétique mis à jour dont nous avons parlé dans deux instants, du point de vue de l'électricité, du point de vue du carburant.

L'articulation internationale que nous promouvons entre les forces de gauche, les mouvements sociaux, parce que nous devons tous nous articuler pour dénoncer, trouver des réponses, combattre cette offensive impérialiste.

Et il y a, et c'est l'une des choses dans lesquelles nous avons parfois le plus d'insatisfaction, la manière dont nous devons développer la communication politique, la communication sociale, la communication institutionnelle qui doit répondre à la communication en temps de guerre, à la communication de crise, à la communication qui confronte cette offensive médiatique impériale qui enivre tous les espaces communicationnels du monde. qu'il essaie d'assassiner la réputation des peuples, des dirigeants, des peuples, qu'il essaie de jeter un écran de fumée autour de ce qui se passe, qu'il essaie de justifier tout ce que l'empire propose.

Rappelez-vous que nous ne parlons pas d'un enlèvement d'un président, mais d'une capture d'un président. Tout est ambigu. Ou « extraction », qui, d'ailleurs, est un terme répréhensible. Qui vous donne le droit d'extraire le président d'un pays pour l'emmener dans un autre ? Plein de mensonges, de calomnies, de haine, qui favorisent les fractures, qui favorisent la confusion, qui n'est pas décent, qui est vulgaire, qui est vulgaire !

Associé à ces priorités, puis un ensemble de concepts, notamment pour le travail du Parti, ce qu'ils m'ont demandé : comment perfectionner le travail du Parti. Un premier concept, qui est fondamental, et bien que nous le répétons, mais il est nécessaire, c'est l'unité, c'est ce qui nous donne de la force. Et lors du Plénum, j'ai fait quelques remarques, d'abord, en partant des concepts d'unité et des appels que le Commandant en chef et le général de l'armée ont développés à différents moments de la Révolution, mais en proposant aussi deux éléments ou composantes essentielles de l'unité : nous allons argumenter avec force et marcher ensemble.

Discutez pour progresser, soyez critique, débattent, contribuez. Cela ne divise pas, cela unit, surtout si, plus tard, sur la base de ces réflexions, de ces contributions à la discussion, nous marchons ensemble, nous défendons tout ensemble. Maintenant, quand il y a de la paresse, quand quelqu'un garde le silence sur ce qu'il pense, quand quelqu'un n'est pas honnête ou n'est pas sincère, cela crée des fragmentations dans l'unité.

L'autre élément de l'unité est la participation. Quand nous participons tous, quand nous partageons tous, quand nous combattons tous, quand nous atteignons tous des résultats et des victoires, il y a plus d'identité, plus d'engagement, plus d'estime de soi et plus de force dans tout ce que nous faisons.

Il y a un lien avec la population. Il faut travailler, je dis toujours à mes collègues dans le travail du Parti : le meilleur moment dont on profite, c'est celui passé avec le peuple, avec les collectifs dans les situations où se déroulent les principaux événements idéologiques, économiques ou sociaux. Parce qu'être plus longtemps à la base ou en lien direct, quand on va aux réunions où les décisions sont prises, on y va avec la vision et la connaissance de ce qui s'y passe, des obstacles, des problèmes, des aspirations, des critères des gens. Ainsi, lorsque vous allez contribuer à la décision, celle-ci sera plus réaliste, plus liée aux besoins et aux aspirations, et nous devons cultiver cela.

Quand on parle de lien, que souvent les gens confondent avec la visite, et le lien n'est pas seulement la visite, c'est transformer, c'est agir ; Ce n'est pas pour « marquer une carte », comme on le dit couramment. Ce n'est pas que je puisse dire que je suis allé dans toutes les municipalités du pays ; Oui, vous êtes allé dans toutes les municipalités du pays et ce qui s'est passé dans chacune d'elles quand vous y êtes allé, ce que j'ai réussi à

promouvoir cela, ce que j'ai expliqué, ce que j'ai argumenté, ce que j'ai clarifié ou quelle idée j'ai emportée en tant que contributeur pour pouvoir la multiplier. C'est un autre élément qui a été travaillé lors de la XIe plénière et que nous avons discuté afin qu'il soit également matérialisé dans les stratégies provinciales et municipales.

La démocratie au sein du Parti, et le général de l'armée Raúl en ont parlé à plusieurs reprises. Si, pour des raisons historiques, nous sommes le seul Parti reconnu constitutionnellement, nous ne sommes pas seulement le Parti des militants communistes de Cuba, nous sommes le Parti de la nation cubaine. Ainsi, je dis que le moment le plus naturel du travail du Parti, qui est la réunion de l'organisation de base, ne peut pas être seulement une réunion de militants, il faut appeler les jeunes, il faut mobiliser les travailleurs non militants pour qu'ils contribuent également, discutent des problèmes avec nous, nous soutiennent dans la résolution de solutions.

Dans l'histoire de la Révolution, nous savons très bien comment faire cela et le défendre très bien pour de grandes choses. Une question aussi complexe que l'approbation du Code de la famille, en raison des préjugés liés à la diversité des opinions, nous l'avons portée à deux exercices démocratiques de participation populaire : une consultation populaire et un référendum. C'est ce que nous avons fait avec la Constitution. C'est ce que nous avons fait maintenant, lors d'une consultation populaire, pour enrichir le Programme gouvernemental pour l'économie. Mais dans la vie quotidienne, dans ce que nous devons faire au quotidien, parfois, nous ne le faisons pas, et nous n'y arrivons pas.

Participation populaire et contrôle. Tout doit avoir un exutoire pour la participation, tout ce que nous proposons de faire, nous devons le soutenir par le travail et la participation de chacun et, en particulier, des jeunes. Et dans le cadre de cette participation populaire, il doit y avoir un contrôle populaire par la population dans tout ce que nous faisons. Cela implique aussi du contrôle et de la responsabilité.

Vous savez que j'ai toujours défendu trois piliers pour le travail du Parti et du Gouvernement : la communication politique, sociale et institutionnelle ; la transformation numérique et l'application de l'intelligence artificielle dans tous nos processus, ainsi que la science et l'innovation pour chercher des solutions aux problèmes que nous rencontrons dans une approche scientifique.

Les problèmes sont si complexes, d'abord, qu'ils ne peuvent pas être résolus par une seule alternative, et Fidel nous a toujours appris qu'il fallait travailler avec de nombreuses alternatives au même problème. La science nous apporte des solutions et, lorsque nous les appliquons et les atteignons, les résultats sont dans l'innovation. C'est une autre chose que nous devons promouvoir.

Lutter contre la corruption est très important pour soutenir tous les processus.

Donc, pour répondre à la deuxième question, sur quoi devons-nous travailler plus rapidement, prendre des décisions et annoncer des décisions plus rapidement pour obtenir des résultats avec l'urgence actuelle ? C'est ce que j'appelle les transformations nécessaires en ce moment.

C'est tout à fait consensuel, et lorsque nous analysons le débat qui a eu lieu sur le Programme gouvernemental, cela coïncide très fortement avec les propositions qui avaient le plus de poids de la part de la population.

D'abord, il faut aller à une amélioration, à une mise à jour du système de gestion de l'économie, où il existe une relation adéquate entre centralisation et décentralisation, et une relation adéquate entre ce qui doit être vu dans la planification et ce qui doit être abordé par certains signaux de marché. Et c'est un principe de défense de la construction socialiste dans nos conditions ; Car dans certains de ces domaines, des décisions sont prises qui vont évoluer de manière systématique et progressive, comme un nouveau système d'allocation des devises étrangères pour l'activité économique.

Une seconde transformation nécessaire est la restructuration que nous devons procéder à l'ensemble de l'appareil d'État, du Gouvernement, du Parti, de l'institution. Nous sommes un petit pays, avec une population vieillissante, une population qui connaît un équilibre de croissance négatif dans ses dynamiques démographiques et nous avons un certain nombre d'institutions qui dupliquent des fonctions, un certain nombre de personnes dans le domaine de ce qui n'est pas productif et qui doit être restructuré. De plus, pour détourner les dépenses du budget de l'État dans toutes ces activités et pour être plus efficace dans les processus de gestion, dans les processus budgétés, dans les processus de planification. Cela apporte aussi un progrès dans le travail, mais c'est une transformation nécessaire.

Nous devons aller vers l'autonomie définitive de l'entreprise d'État. Nous avons aussi travaillé dessus, dans les

premières semaines de janvier nous avons abordé le sujet et il y a pas mal de définitions. Nous allons maintenant jouer avec une véritable autonomie de l'entreprise.

Premièrement, les entreprises ont reçu un ensemble de pouvoirs dont toutes ne profitent pas encore, et nous voyons cela mis en œuvre à différents niveaux ; mais quand je vous donne à tous l'autonomie des entreprises, ne vous attendez pas à ce que vous ayez de l'autonomie pour certaines choses et que je doive vous fournir des matières premières et des carburants provenant de la Banque centrale d'épargne ou d'une planification centrale.

Le pays, la centralisation, ce qui doit être décentralisé dans la planification, ce sont les priorités. L'autre chose, c'est que cette entreprise autonome doit exporter, chercher des revenus en devises étrangères et acheter le carburant dont elle a besoin, acheter les intrants et acheter les matières premières. En fait, nous approuvons des dispositifs pour des entités étatiques et non étatiques qui exportent, qui produisent pour la substitution des importations, qui créent des mécanismes à cet égard. Toujours avec le concept qu'ils se reproduisent largement et contribuent de plus en plus aux besoins du pays et à ce qu'ils servent, à leur mandat social et au développement de leurs productions et services.

Cette autonomie de l'entreprise d'État doit s'accompagner d'un redimensionnement et d'une restructuration que nous avons dans l'entreprise d'État, et surtout au niveau de la municipalité, car l'autre transformation importante que nous allons promouvoir et sur laquelle nous avons déjà travaillé ces jours-ci est l'autonomie des municipalités. L'autonomie ne rompt pas avec l'unité dans la construction socialiste, ni n'est une indiscipline face à la planification et aux intérêts de l'État. Ce que garantit l'autonomie, c'est que la municipalité est plus proche, dispose d'autonomie et de pouvoirs pour résoudre les problèmes qui concernent les citoyens de sa municipalité.

Je dis que nous ne pouvons pas aspirer au développement du pays et que c'est à partir du développement du pays que les provinces et municipalités développent, c'est absurde. Nous devons veiller à ce que la municipalité se développe, et si les municipalités se développent, les provinces se développent, et si les provinces se développent, le pays se développe.

Pourquoi vous ai-je parlé de l'autonomie de l'entreprise publique étroitement liée au pouvoir des municipalités ? Car pour que les municipalités puissent produire elles-mêmes, tirer parti de leurs capacités endogènes, développer leurs stratégies de développement territorial et local, elles doivent avant tout disposer de systèmes de production locaux robustes.

Aujourd'hui, vous demandez dans une municipalité : combien d'entités commerciales de différents types et classifications y a-t-il dans votre commune ? Il y a des municipalités qui peuvent vous indiquer 20, 30, 40. Et vous lui demandez : combien sont de subordination municipale ? Et ils vous disent : deux. En général, une entreprise agro-industrielle municipale, ce que nous avons créé l'an dernier dans toutes les municipalités, certaines étaient des personnes à charge provinciale ou nationale, ainsi qu'une société commerciale.

Alors, comment la municipalité va-t-elle se développer avec une entreprise agro-industrielle et une entreprise commerciale ? Et toutes les autres choses subordonnées aux entités nationales ou provinciales, contribuant toutes à des revenus aux structures nationales et provinciales lorsque les processus sont menés dans cette municipalité.

Je ne dis pas que toutes les entreprises doivent être municipales, car il y a des entreprises qui, en raison de leurs caractéristiques, parce qu'elles produisent une production unique ou parce qu'elles ont une certaine taille, même si elles sont dans une municipalité, elles doivent être subordonnées à l'échelle nationale ou provinciale ; Mais ce qui ne peut pas être, c'est que la majorité soit de ce type de subordination, alors pourquoi accorderions-nous de l'autonomie à la municipalité si elle n'a personne sur qui compter ?

Ainsi, pour que les municipalités puissent générer leurs systèmes de production locaux, nous défendons, en tant que concept, que nous allons consommer ce qui est produit dans chaque endroit. Aujourd'hui, s'il y a moins de carburant, la nourriture ne pourra pas quitter une municipalité pour une autre.

Nous avons dit que nous allions changer le concept de paniers. Jusqu'à présent, notre panier dépendait des importations et d'une décision centralisée. Le pays peut importer, et c'est ce que nous distribuons équitablement. Nous essayons de garantir à chacun 7 livres de riz par mois à des prix subventionnés, que vous soyez un employé d'une entreprise publique en développement, qui gagne plus de 25 000 pesos ; ou vous venez d'une MPME non étatique qui gagne 60 000 pesos ; Ou vous êtes un retraité qui peut être dans une situation de vulnérabilité, pour tout le monde, nous ne pouvons pas. Ou nous apportons du riz à la municipalité qui produit le riz et vendons du riz subventionné au producteur de riz. C'est l'égalitarisme, ce

n'est pas l'équité.

L'équité, c'est quand nous donnons plus à ceux qui ont moins, que nous redistribuons pour qu'ils se rapprochent et que les écarts soient brisés, sans violer un principe de répartition du socialisme, qui est celui de la contribution ; mais ne laissant personne derrière. Mais si vous avez des gens à ce niveau et celui-ci à l'autre, et que vous donnez à tout le monde la même chose, c'est ce qui s'additionne, mais l'écart continue, l'écart continue !

Nous devons donc faire ce travail, l'autonomie de l'entreprise d'État dans le cadre de la municipalité et en collaboration avec la faculté des municipalités.

Ce à quoi nous aspirons, c'est qu'une municipalité exporte et génère ses exportations ; importer, générer des revenus grâce aux exportations et avoir un dispositif pour pouvoir investir dans les biens de la municipalité. Cela va libérer les forces productives.

Dans ce concept du panier, si nous voulons manger ce que la municipalité va produire, alors ce que le pays peut acheter est plus cher ; Mais ce ne sont pas les personnes qui attendent que nous pouvons importer, ce sont les personnes qui recherchent, produisent.

Donc, regardez, s'il existe maintenant un groupe d'entités qui, comme le panier, est centralisée et basée sur une importation au niveau central, qui participent à la résolution du problème alimentaire ? Quelques-uns. Quand nous faisons ainsi, ces quelques personnes ne cessent pas, mais maintenant nous ajoutons plus de personnes, et donc nous allons en ajouter davantage dans toutes les dynamiques productives et sociales des territoires.

C'est réaliste, ne pensons pas qu'à tous les endroits ils progresseront de la même manière, ne pensons pas qu'à tous les endroits ils iront bien en même temps ; Mais nous créons la culture, nous démontrons les résultats, nous progressons, nous corrigeons, nous stimulons et nous compensons aussi, par une redistribution centrale, les différences qui peuvent subsister et celles qui peuvent être désavantagées. Cela nous conduira aussi à changer la mentalité d'importation.

D'autres éléments sont en cours de travail : la renégociation de la dette extérieure que nous avons ; les relations appropriées entre l'État et le secteur non étatique ; pour profiter de ce que nous avons désormais approuvé : des partenariats économiques peuvent être établis entre le secteur public et le secteur non étatique ; que les secteurs étatique et non étatique fassent partie des stratégies de développement local et territorial, qu'ils fassent partie du plan de ce que nous voulons accomplir.

De la même manière, nous devons profiter de toute la flexibilité que nous avons accordée aux investissements directs étrangers, annoncée par le ministre du Commerce extérieur et le vice-Premier ministre lors de la Foire internationale de La Havane.

Parmi ces concepts figure la promotion et la création d'infrastructures et la stimulation de la participation des Cubains vivant à l'étranger avec des projets qui contribuent au développement économique et social du pays. C'est un autre élément, une autre transformation sur laquelle nous devons travailler.

Nous sommes arrivés à ces réflexions, nous avons atteint ces convictions parce que nous avons vu des personnes les avoir proposées, créées et réalisées. Ici, il y a des compagnies de riz qui n'avaient pas de packages technologiques pour produire du riz, et qui ont commencé à exporter, par exemple, du charbon de bois, des piments habanero ou d'autres productions agricoles, et nous avons mis en place un projet pour elles, et avec une partie de leurs revenus, elles ont acheté les intrants et le combustible pour produire le riz, et elles sont devenues indépendantes. Ils ont acquis leur autonomie, se développent de manière productive et contribuent davantage. Et dans les endroits où cela est réalisé, dans ces municipalités, le riz est moins cher.

Nous devons pouvoir produire au niveau national tout ce que nous pouvons produire dans le pays, et si nous voulons importer quelque chose, importer des intrants pour augmenter la production nationale, et n'importe que des produits que nous ne pouvons pas produire dans le pays.

Il y a toute la priorité de la transformation énergétique, de la transition énergétique, que nous avons déjà expliquée ici.

N'oubliez jamais que nous devons travailler à prendre soin des personnes vulnérables et que dans chaque décision que nous prenons, dans tout ce que nous mettons en œuvre, nous devons voir qui est désavantagé et comment nous rémunérons ceux qui le sont.

Nous devons continuer à améliorer la politique fiscale, la politique monétaire, la consolidation financière ainsi que le système bancaire et financier qui doit être mis à jour et modernisé afin de soutenir tout ce que nous avons l'intention de faire d'un point de vue économique.

Encore une fois, j'insiste sur les priorités, j'insiste sur les transformations ; d'atteindre d'autres niveaux en science et innovation, en termes de transformation numérique et d'intelligence artificielle, dans la communication politique, institutionnelle et sociale ; et aussi commencer à développer le concept d'économie de la connaissance, qui est l'économie générée dans le cadre de la contribution de la science et de l'innovation, du savoir, et dont le pays a un potentiel énorme pour cela.

J'ai parlé des priorités du Parti, des transformations et de la manière dont nous pouvons faire avancer ces choses. L'expérience des plénes nous donne la certitude que nous pouvons avancer d'une manière différente.

Arleen Rodríguez. - *Monsieur le Président, je ne veux pas laisser la parole au plus jeune membre de ce groupe de journalistes car il n'avait aucune idée qu'il pouvait poser deux questions en une seule et il me semble qu'en tant que plus jeune de l'équipe, il a sa question liée à l'avenir, je vois un peu cela. Allez-y, Raciel Guancho.*

Miguel M. Díaz-Canel. - De plus, c'est un jeune homme que nous avons réalisé lors d'une visite que nous avons partagée avec le collectif de ses médias qui ont un leadership là-bas, qui proposent des choses innovantes.

Raciel Guancho. - *Monsieur le Président, au milieu d'un contexte comme celui que nous abordons depuis le début de la conférence, j'aimerais connaître votre évaluation de l'attitude adoptée également par le peuple et, bien sûr, par les jeunes, au milieu de tant de complexités que nous avons également connues.*

Miguel M. Díaz-Canel. - Je pense qu'à chaque fois que nous parlons des gens et des jeunes, comme le dit le proverbe populaire, « il faut enlever nos chapeaux ».

L'héroïsme de ce peuple est stupéfiant et, même si nous sommes dans cette vie quotidienne d'adversité, d'affrontement de choses difficiles, quand on voit les réponses, la créativité, la résistance – et j'insiste, la résistance du peuple cubain n'est pas une résistance d'endurance, c'est une résistance de la création, c'est une résistance, mais je me surmonte moi-même ; Je résiste, j'avance ; Je résiste, je grandis. Je l'illustrais toujours à un autre moment avec ce que nous avons accompli pendant la COVID-19, avec la science et les vaccins ; c'est-à-dire qu'il ne s'agissait pas de faire passer le COVID-19, mais de le surmonter par notre propre création, tout comme l'impact de nos vaccins – on ne peut pas avoir de doutes, ni aucun autre sentiment envers l'attitude de notre peuple et celle de nos jeunes ; Bien que beaucoup parlent pour dénigrer le peuple et beaucoup pour dénigrer notre jeunesse.

On a une vision des jeunes, peut-être que cela a à voir avec les années d'étudiants universitaires, avec les années de leadership étudiant, mais je l'ai dit à un autre moment : pour moi, les jeunes doivent être traités comme les personnes importantes qu'ils sont dans notre société. Quand on parle d'unité, il n'y a pas d'unité si les jeunes ne font pas partie de cette unité. Quand on parle de continuité, il n'y a pas de continuité sans jeunes. C'est pourquoi, dans ce concept de participation populaire, je dis toujours : tout doit avoir un exutoire pour la participation populaire, et dans ce cadre de cette participation populaire, tout doit avoir un exutoire pour la manière dont nous nous réunissons et comment les jeunes participent.

Il y a des exemples quotidiens des réponses données par les jeunes : indignation face au Venezuela ; la participation des jeunes à l'hommage à nos disparus, à la Marche des Combattants, puis à la Marche des Torches. Ces jeunes qui vivent les situations complexes de ces temps, les faiblesses de ces temps, dont parfois leur projet de vie n'est pas encore ce à quoi ils aspirent, mais qui continuent d'avoir confiance parce qu'ils savent que ce projet de vie est plus possible ici qu'ailleurs.

Cette génération que nous avons, qui est plus impartiale, que parfois certains disent : « non, ils ne savent pas autant, ils lisent moins. » Et quand vous leur parlez, vous êtes étonné de la connaissance qu'ils possèdent, de la profondeur avec laquelle ils peuvent donner un critère, de la manière dont ils distinguent un contenu, une intelligence ; Mais c'est aussi quand on les appelle pour des choses difficiles, ils font.

Je me souviens, et je l'ai expliqué à de nombreuses reprises, lorsque nous étions en pleine agitation pour concevoir la stratégie pour affronter le COVID-19, quand il a commencé à apparaître dans les premiers instants, nous n'avions pas encore réalisé qu'il fallait répondre à un appel aux jeunes et quand nous sommes allés le faire, les jeunes étaient déjà dans la zone rouge. Ils se sont mobilisés parce qu'ils comprenaient qu'ils pouvaient contribuer au pays, qui mieux qu'eux. Et des jeunes de tous horizons l'ont fait.

Je vous dis, chaque fois que j’ai eu une réunion avec des jeunes, que j’ai participé à un débat avec eux, j’ai toujours appris et nourri par des expériences, par des approches. En écoutant les jeunes, on peut aussi voir les choses différemment, je dirais plus modernes, plus modernes, plus audacieuses, et cette audace que nos jeunes peuvent apporter, cette agitation et engagement fait beaucoup de bien à la nation et à tout ce que nous voulons faire.

Et nous ne pouvions pas penser autrement, car dans notre histoire, les jeunes ont toujours été ceux qui ont joué un rôle fondamental.

Les jeunes ne font pas exception aujourd’hui en ce sens, ils ont désormais aussi cet héritage, ils partagent cet héritage, cet héritage. Qui étaient les mambises ? Et il y a des exemples paradigmatiques : le jeune Céspedes, le jeune Agramonte, le jeune Maceo, nos grands penseurs ; le jeune Martí, âgé de 16 ans dans une prison modèle, injustement emprisonné pour avoir défendu des condamnations.

Chaque année, quand la Marche des Torches se termine, quand nous y allons rendre hommage à la carrière, chaque fois que je vois le poème à sa mère, je frissonne, qu’il ait été écrit par un jeune homme de 16 ans !

Et nos scientifiques, et ceux qui ont mené la Révolution de 1933, la Génération du Centenaire, la Révolution. La génération de jeunes qui, dans les années soixante, a affronté l’agression contre Girón a mené la Campagne d’Alphabétisation puis a vécu les jours de la crise d’octobre. Les générations qui étaient jeunes quand nous avons vécu la Période Spéciale, quand le camp socialiste est tombé. Et les jeunes maintenant.

Pourrions-nous avoir l’unité et la résistance que le peuple cubain manifeste aujourd’hui au milieu de cette situation si les jeunes ne participaient pas ?

Ce qui se passe, c’est qu’il y en a qui ne parlent que de ceux qui sont partis, de ceux qui ont tenté leur chance dans d’autres pays, de plus, la majorité n’a pas rompu avec la Révolution, au contraire, beaucoup sont engagés. En ces temps de menaces, combien sont revenus, combien sont inquiets, combien manifestent contre l’agression ?

Donc, nous faisons confiance à ces jeunes.

Et quel meilleur exemple ? Qu’est-ce qui synthétise les valeurs de tous ces jeunes aujourd’hui ? Les trente-deux. C’est notre jeunesse. Et ils représentent le présent et l’avenir de la nation, ils sont le présent et l’avenir du pays, et nous devons en prendre grand soin.

Arleen Rodríguez. - *Monsieur le Président, si vous n’avez pas autre chose, gardons l’engagement, car sûrement il y a aussi d’autres journalistes intéressés et le moment, comme vous le dites, exige beaucoup de communication.*

Miguel M. Díaz-Canel. - Dans les prochains jours, la continuité de nombreux éléments que j’ai expliqués ici, que je n’ai pas détaillés, pourra s’expliquer par le suivi avec d’autres collègues du Gouvernement, du Parti, notamment sur les sujets que nous avons discutés aujourd’hui sur la question énergétique, que je sais être l’un des sujets qui préoccupent le plus la population en ce moment. Parce que cela a un grand impact sur la vie quotidienne de chacun.

Et à vous, merci pour la réunion, le temps et la patience (Applaudissements).

TABLE RONDE TÉLÉVISÉE DE VENDREDI 6 FÉVRIER 2026

Le gouvernement cubain rapporte les actions prises par le pays pour faire face à la situation actuelle

6 février 2026

Le vice-Premier ministre, Oscar Pérez-Oliva Fraga, ainsi que les ministres du Travail, des Transports, de l’Enseignement supérieur et de l’Éducation, comparaissent à 18h30 à la *Table ronde* pour faire rapport sur les actions prises par le pays afin de faire face à l’intensification de l’agression américaine contre Cuba.

Décisions pour garantir la vitalité des services critiques

Au début de son discours à la *Table ronde*, le vice-Premier ministre Oscar Pérez-Oliva Fraga a rappelé

l'escalade du gouvernement américain contre Cuba visant à intensifier le blocus économique, commercial et financier, en mettant davantage l'accent sur les pressions visant à restreindre l'approvisionnement en carburant de l'île.

« Cette politique coercitive s'est caractérisée par des persécutions financières et des sanctions secondaires contre les navires et les compagnies qui tentent d'apporter du carburant à notre pays, des navires légalement contractés par Cuba, exerçant leur droit comme n'importe quel autre État dans le monde. »

Il a ajouté que, depuis des mois, le renforcement des mesures unilatérales, y compris les menaces pesant sur les acteurs du secteur maritime et énergétique, a engendré une situation de risque qui se traduit par une réticence des armateurs à commercer avec l'île.

« Par la suite, le durcissement des sanctions contre le Venezuela, principal partenaire énergétique de Cuba, a engendré des problèmes supplémentaires en rendant l'approvisionnement en carburant de ce pays vers Cuba difficile et plus coûteux », a-t-il déclaré.

Il a également déclaré que les actions rapportées aujourd'hui avaient déjà été préparées à l'avance par le gouvernement, en accord avec la nécessité de prévoir chaque scénario et de pouvoir protéger les réalisations du pays. « Au mois de février, un ensemble de facteurs se réunissent qui nous conduisent à prendre un ensemble de décisions pour garantir la vitalité des services fondamentaux sans renoncer au développement. » « Nous ne venons pas pour donner des justifications, mais pour expliquer comment faire face à cette situation par des actions concrètes et avec l'effort de tous. »

- Le combustible est utilisé pour protéger les services essentiels de la population et les activités économiques essentielles.
- La production d'électricité est fondamentalement soutenue par la production nationale de pétrole brut, le gaz associé et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables.
- Le fonctionnement des sources fondamentales d'approvisionnement en eau de la population est assuré.
- Les services de santé de base pour la population sont maintenus, avec une priorité accordée aux urgences médicales, à la santé maternelle et infantile ainsi qu'au Programme contre le cancer.
- L'utilisation des ressources propres dans les territoires pour la production alimentaire et l'utilisation de sources d'énergie renouvelable.
- Des activités de préparation à la défense et à l'ordre interne sont assurées.
- Dans la mesure du possible, les activités visant à obtenir les devises étrangères nécessaires au développement économique et social du pays sont protégées.

Stocks d'énergie, de carburants et de production alimentaire

Le vice-Premier ministre et ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement, Oscar Pérez-Oliva Fraga, a expliqué que la première décision du pays est de poursuivre le développement du programme d'installation du parc solaire photovoltaïque.

« Dans cette situation, tous les investissements qui garantiront définitivement la durabilité de notre système national d'électro-énergie sans dépendre de l'importation de combustible sont en cours. C'est le chemin, c'est le point où nous devons arriver », a-t-il déclaré.

Il a indiqué que, malgré les effets sur les niveaux de carburant, ce programme doit être préservé, bien que par d'autres moyens, en utilisant davantage de ressources locales et en intégrant la main-d'œuvre dans des activités où l'équipement ne peut pas fonctionner faute de carburant. Il a assuré que les programmes sont maintenus dans chaque parc solaire et avanceront selon le calendrier prévu.

Énergie : Électrification avec systèmes photovoltaïques

D'autre part, il a mis en avant la continuité du programme d'installation de modules solaires photovoltaïques. Sur la route d'État, des progrès sont réalisés vers l'installation d'un total de 20 000 systèmes pour les habitations, incluant des panneaux et des batteries pour la nuit.

Le ministère de l'Énergie et des Mines développe un processus de vente de 10 000 de ces systèmes aux enseignants et aux travailleurs de la santé et de l'éducation.

Une décision prise est d'accélérer les processus de livraison et d'assemblage, ce qui « garantira la durabilité énergétique à 10 000 familles du pays. » De plus, des travaux sont en cours pour l'installation de 5 000 modules pour des maisons isolées.

Il a rappelé que « dans son discours, notre président a expliqué qu'avec l'installation de ces 5000 systèmes, 100 % du pays est électrifié », lorsqu'il atteignait les communautés éloignées.

Par la suite, au cours de cette année et probablement dans la première moitié de l'année, 5 000 systèmes supplémentaires seront mis en place, couvrant des centres sociaux tels que des foyers pour personnes âgées, des foyers pour enfants sans protection filiale et des centres communautaires, ainsi que des services bancaires et d'autres lieux où la population bénéficie d'un accompagnement social.

Énergie : pétrole national et nouvelles incitations

Un élément important de ces décisions est de « poursuivre le développement et la croissance de la production pétrolière nationale. »

Il a souligné que le pétrole brut cubain est lourd et est utilisé pour produire de l'électricité, et que « nous avons déjà réussi à inverser la tendance à la baisse que nous avons les années précédentes d'ici la fin de 2025. »

Fin 2025, la production a légèrement augmenté, et d'ici 2026, un ensemble d'actions est déjà en cours.

Des mesures supplémentaires sont en place pour augmenter la production, y compris à partir des puits existants, en gérant les ressources via la société Cupet et en partenariat avec des entreprises étrangères.

Nouvelle question, il a mentionné que les incitations aux sources renouvelables sont élargies et que, pour la première fois, ceux qui produisent de l'électricité sont autorisés à la vendre directement à des tiers, et non seulement à l'Union de l'Électricité.

« Actuellement, la possibilité de la vendre à un autre consommateur est déjà ouverte, qui peut être une entreprise, une industrie, n'importe quelle institution du pays », ce qui contribue au programme d'énergie renouvelable de l'État.

Mesures de consommation et de carburant

Il existe également des mesures plus axées sur l'épargne. Il a été décidé de concentrer les activités administratives principalement du lundi au jeudi, afin d'accroître l'efficacité de l'attention à la population et d'en réduire les effets le week-end.

« Des décisions seront également prises sur les ventes de carburant, car il n'y en a pas assez et nous ne pouvons pas maintenir les mêmes niveaux de vente. » Il y aura des limitations sur les achats, et à mesure que la situation sera rétablie, les livraisons seront effectuées aux niveaux habituels.

Production alimentaire

Du point de vue de la production alimentaire, il a réitéré **l'importance de l'accroître au niveau territorial. Il a appelé à intégrer dans le panier familial « non seulement les produits importés, mais aussi les produits locaux. »**

Il a donné le riz en exemple, annonçant que « cette année, le pays a proposé de planter 200 000 hectares de riz pour garantir une part significative de la demande. »

Il a mentionné la coopération de plusieurs pays dans des projets aux bons rendements, tels que des fermes à Pinar del Río, Sancti Spiritus et, plus récemment, à Granma, où les 360 premiers hectares ont déjà été plantés.

Il y a une décision de protéger cette production avec du carburant, malgré la complexité de la situation.

La plantation de diverses cultures sera également stimulée et l'accent sera mis sur l'agriculture urbaine et familiale. Les sources renouvelables seront utilisées pour l'irrigation et la traction animale sera augmentée, car « nous n'aurons pas de carburant pour la participation massive des équipements aux travaux agricoles ». Il a souligné que l'intégration de toutes les formes de production et d'alliances est essentielle pour travailler sur les prix alimentaires.

« Nous développons certaines initiatives avec des acteurs économiques non étatiques, avec des entreprises étrangères prêtes à participer à la vente de nourriture à la population, à la recherche de mécanismes qui soutiennent la baisse des prix », a-t-il déclaré.

Priorités dans l'industrie, la santé et d'autres services

Il a annoncé que l'industrie se concentrerait sur la fabrication, le traitement et l'approvisionnement en produits chimiques essentiels, tels que ceux nécessaires pour garantir la qualité de l'eau, de l'oxygène et du chlore pour le système de santé et certains procédés industriels, « tirant le meilleur parti des capacités des industries locales ».

Il a souligné qu'« il y a beaucoup de potentiel au niveau local ». De plus, la couverture pour un groupe de produits à fort impact fabriqués dans le pays a été examinée et assurée, en particulier pour le système de santé et d'autres activités importantes.

Sur ce point, il a de nouveau souligné « l'intégration des capacités de tous les acteurs économiques ».

« Nous devons veiller à ce que toutes les capacités, les potentialités productives soient intégrées en fonction des besoins du pays », a-t-il déclaré.

Protection des secteurs producteurs de devises étrangères

Il a souligné l'importance de garantir la durabilité des secteurs qui génèrent des revenus en devises étrangères, « car si nous n'avons pas de revenus, nous ne pouvons pas surmonter la situation ».

Dans le secteur touristique, un plan a été conçu pour réduire la consommation d'énergie, adapter les installations et profiter de la haute saison actuelle, qui présente « des résultats encourageants et supérieurs à ceux de l'année précédente ».

Concernant les prévisions extérieures négatives, il déclara fermement : « On disait qu'aujourd'hui nous étions effondrés. Ils ne vous l'expliquent probablement pas. Nous n'allons pas nous effondrer parce que le peuple cubain ne s'effondre pas et ils l'ont démontré tout au long de leur histoire. »

Ces actions visent une plus grande efficacité énergétique, la réduction des pôles d'une plus grande commercialisation et la protection des services fondamentaux du tourisme comme source de revenus. De même, la production de tabac et d'autres activités économiques potentielles générant des devises étrangères sont protégées.

Importation de carburant et santé

« Nous facilitons et autorisons toute entreprise ayant la possibilité d'acquérir du carburant à l'acheter », a-t-il expliqué, qualifiant cette action de décentralisation des importations.

Il a ajouté qu'il existe « une volonté d'entreprises, d'amis, d'hommes d'affaires dans les pays favorables qui souhaitent contribuer à notre pays dans cette situation complexe. »

Concernant le secteur de la santé, il a assuré que les services médicaux sont garantis de manière générale et qu'un dispositif spécial sera mis en place pour protéger les patients atteints de maladies chroniques dans les zones à problèmes de carburant, en particulier s'ils vivent loin des institutions.

Pour des traitements tels que l'hémodialyse, leur continuité sera assurée, « y compris la possibilité si nécessaire de les hospitaliser ».

Le soin dans le système primaire, la surveillance épidémiologique et le carburant pour la production de médicaments de base sont également assurés par le groupe d'affaires BioCubaFarma.

Il a reconnu qu'« il existe une situation complexe avec les médicaments », mais a affirmé que « ce que nous pouvons produire aujourd'hui dans le pays pour lequel nous avons des matières premières fonctionne encore, il continue de produire et continue d'être livré. » De même, les activités d'enseignement des carrières en santé sont réorganisées, en tirant parti de la participation des étudiants dans les établissements de service.

Culture, sport, surveillance et autres services

Dans le domaine culturel et sportif, il a souligné qu'il y a un réajustement de la programmation culturelle selon les conditions, et que les activités culturelles dans la communauté ainsi que le mouvement des artistes amateurs sont encouragés.

Concernant le baseball, il a détaillé : « Nous avons réalisé une analyse exhaustive pour maintenir la Série Nationale de Baseball jusqu’à sa conclusion, nous sommes maintenant en demi-finale. Certaines mesures organisationnelles ont été conçues pour réduire les coûts de carburant. »

Pour les systèmes d’alerte précoce, tels que la météorologie, la surveillance sismique et radiologique, il a précisé que « toutes ces activités sont dûment protégées ». Il a mentionné le soutien énergétique qui est progressivement assuré dans les banques et autres institutions fournissant des services, ainsi que « des actions importantes pour la réduction des dépenses courantes, notamment dans les agences centrales de l’État et les activités budgétées. »

Il a averti que « nous ne pouvons même pas revenir sur ce que nous avons gagné du point de vue de la réduction du déficit budgétaire », ce qui peut être réalisé en économisant dans le système budgété. Enfin, il a garanti que les services de communication pour la population sont maintenus, « vitaux en permanence, mais surtout lorsque nous devons rester bien informés par les voies officielles. »

Il a souligné que « l’information pour embrouiller, pour créer de l’inconfort, est constamment diffusée sur les réseaux sociaux. Nous n’allons pas encourager cela, nous allons garantir le fonctionnement de notre système de communication. »

Le ministère du Travail explique les ajustements de travail

Dans son discours à la Table ronde, **le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Jesús Otamendiz Campos, a expliqué les mesures de travail et de salaire adoptées face à la situation énergétique du pays.**

Le ministre a souligné que, « compte tenu de la situation énergétique que traverse le pays, nous devons adopter un ensemble de mesures salariales et de travail qui sont également en accord avec ce qui est prévu dans nos règlements. »

Il a souligné que ces actions ont, d’abord, « un sentiment de protection et de garantie de la protection de nos travailleurs ». À cette fin, les modalités d’emploi développées ces dernières années sont renforcées, « notamment en ce qui concerne le télétravail et le télétravail ».

Il a expliqué que des ajustements sont en cours dans les emplois du temps. « Je crois que les principaux dirigeants de chacune des entités dans l’application de ces modalités d’emploi doivent ajuster le planning de travail selon lequel il correspond, où il est nécessaire et où cela peut être effectué », a-t-il déclaré, en mettant un accent particulier sur la relocalisation des postes.

« Nous devons chercher à relocaliser nos travailleurs afin qu’ils continuent à contribuer à l’activité économique et à l’intérêt social du pays », en privilégiant les services de base à la population, la production alimentaire et le travail agricole.

Pour les cas où il n’est pas possible de relocalisation ou d’application de modalités telles que le télétravail, **le télétravail ou les ajustements horaires**, le ministre a rappelé qu’il existe une figure d’interruption de travail, « très explicite et prévue dans notre droit ».

Ce règlement établit que, « **dans le premier mois, un salaire équivalent au salaire de base du mois est garanti à tous les travailleurs de cet établissement de travail.** »

Otamendiz Campos a souligné que la priorité de la proposition est que « les travailleurs continuent de contribuer, de continuer à travailler », et a garanti qu’il existe « la volonté politique du gouvernement » afin qu’aucun travailleur ne soit laissé sans protection dans ce processus.

Enfin, il a réitéré que ces questions sont déjà prévues dans la législation actuelle, « il n’est donc pas nécessaire d’émettre une réglementation complémentaire pour cette période. »

Ce qui est fait, c’est « indiquer, spécifier avec les chefs d’agences, avec les chefs d’entités, les mesures que nous allons appliquer et quels seraient les traitements du travail et des salaires prévus par la législation actuelle. »

Il a réaffirmé que la politique a pour premier objectif de protéger les travailleurs, ce qui est sa priorité, et a conclu : « Nous garantissons la protection des travailleurs dans une telle situation. »

Modifications du transport dans le pays

Lors de sa participation à la Table ronde, le ministre des Transports, Eduardo Rodríguez Dávila, a expliqué les mesures adoptées par son secteur face à la situation énergétique.

Priorités de transport avec le carburant disponible

Il a commencé par souligner que les transports sont un « secteur transversal qui est interconnecté à pratiquement tous les secteurs de l'économie et de la société ».

En tant que postulat, il a souligné qu'« avec le carburant disponible, il est essentiel d'assurer l'extraction, le fonctionnement des ports, des aéroports, l'extraction des principales cargaisons arrivant dans le pays : nourriture, carburant, fournitures médicales. »

En d'autres termes, « tous les transferts liés aux importations et exportations » sont priorisés et maintenus, garantissant l'organisation des transports pour soutenir ces priorités.

Transports publics nationaux

Pour expliquer ce qui se passe avec les transports en commun, le ministre a d'abord évoqué les transports nationaux. Il a déclaré que « la planification des vols intérieurs est maintenue en fonction de la disponibilité des compagnies aériennes et des vols internationaux également », exploitant jusqu'à présent sans difficulté les aéroports internationaux.

De même, le transport des employés arrivant dans le pays a été organisé, assuré par des opérateurs nationaux. Si plusieurs employés arrivent isolément, « ils sont regroupés puis déplacés pour optimiser l'utilisation du carburant. »

Elle coordonne également avec les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour assurer tous les transferts d'étudiants et d'enseignants, remplissant ainsi ses missions malgré les limites.

D'autre part, « un ajustement a été effectué de toutes les principales activités du pays qui entraînent une diminution du fret », telles que le transport général et événementiel.

Concernant le transport maritime, il a expliqué : « Il est ajusté au calendrier des trajets entre Batabanó et Nueva Gerona, qui est ajusté à deux trajets dans la semaine, qui auront lieu les mardis et samedis. » Cela permet un « service intermodal » le samedi qui relie la traversée maritime vers Nueva Gerona à une liaison de bus vers Pinar del Río et un autre par train vers le reste du pays, maintenant ces services.

Quant aux trains nationaux de voyageurs, il a expliqué : « Ceux qui, tels qu'on les appelle aujourd'hui, partent pour chaque destination tous les 4 jours, nous les prolongeons à 8 jours. »

Entre les jours sans voyage, un transport sera organisé en lien avec le transfert des professeurs et des étudiants qui rentrent chez eux. Cette nouvelle modalité commencerait le 8.

Les services intermodaux de bus assurés par Baracoa, adaptés aux trains nationaux, sont maintenus. « Le reste des services nationaux et locaux du chemin de fer est suspendu pour le moment. »

Concernant le bus national, il a indiqué qu'« ils sont réduits », en maintenant un système de départs quotidiens vers les capitales provinciales depuis La Havane, et dans le cas de Baracoa, sur deux jours.

Le service Medibus est maintenu, avec des correspondances par bus nationaux, interprovinciaux et également locaux selon les traitements médicaux, coordonnés avec le ministère de la Santé Publique. Cependant, le service des listes d'attente est suspendu.

Procédures pour les passagers concernés

Pour les passagers ayant acheté des billets qui sont annulés par train ou par mer et ne souhaitent pas voyager, ils peuvent se rendre aux agences pour leur rembourser, disposant initialement de 30 jours pour le faire.

Pour ceux qui, par nécessité, doivent reporter leur voyage, « ils doivent se coordonner avec les directions provinciales des transports à travers le pays », où une procédure sera mise en place pour traiter chaque cas et trouver la meilleure façon de garantir le voyage.

Il a précisé que « le billet sera remboursé à 100 % à ceux qui ne souhaitent pas voyager dans cette situation », ce qu'il est conseillé d'éviter en raison des complexités qui s'appliqueront aux niveaux territorial et provincial.

Transport local et mesures spécifiques

Concernant les transports locaux, le ministre a indiqué qu'ils sont « en phase de conciliation avec tous les territoires », puisque chacun, selon la disponibilité du carburant, réajustera les services locaux, un pouvoir qui a été transféré aux territoires.

« En principe, les services liés à la santé et à l'économie ainsi que ceux qui sont conciliés avec l'éducation sont maintenus. Ils seront garantis de la même manière que les services des productions prioritaires. » Cette coordination sera assurée par le biais des délégués des transports de chaque territoire.

Dans le cas précis de La Havane, il a annoncé : « Nous faisons une analyse de la réorganisation des itinéraires de transport en commun. »

Il a souligné que les derniers détails sont définis pour établir « un nouveau service que nous avons conçu pour les médecins, qui devrait commencer à la fin de la semaine prochaine. »

Il a affirmé que les tricycles électriques sont entretenus partout, bien que les territoires aient le pouvoir d'ajuster certains de ces services selon leurs priorités, avec l'instruction que les tricycles « doivent retourner à leurs bases et être entretenus afin que la charge soit accomplie et que la discipline soit maintenue ».

Contrôle et coordination avec des acteurs privés

Enfin, le ministre Rodríguez Dávila a annoncé des mesures de contrôle : « Nous avons également ordonné à toutes les divisions de transport de la police de renforcer les points d'embarquement », mesure appliquée à d'autres occasions.

Il avertissait que « ces périodes de déficit de transport se prêtent également à une hausse des prix des porteurs privés », et bien qu'il soit entendu que les coûts sont différents, « nous ne devrions pas permettre un abus des prix par la population en ce moment. »

Pour cette raison, les travaux seront réalisés en coordination avec des porteurs privés, avec tous les opérateurs, concernant l'accès au carburant et la fourniture des services de base.

Il a conclu en rappelant que, comme l'a dit le vice-Premier ministre, « c'est un moment d'unité, il est temps d'agir de manière coordonnée avec tous les acteurs, de comprendre et d'aborder avec sensibilité chacune des particularités. »

Actions pour garantir la continuité du processus d'enseignement et d'éducation

Dans son discours à la **Table ronde**, la ministre de l'Éducation, le Dr C. Naima Trujillo Barreto a détaillé de manière exhaustive les actions mises en œuvre par son agence pour **garantir la continuité du processus d'enseignement et d'éducation** dans la complexe situation énergétique qui affecte le pays. Le ministre a souligné que la stratégie repose sur un dialogue permanent avec tous les acteurs de la communauté éducative.

« Aujourd'hui commence un processus de dialogue fondamental », a déclaré la ministre au début de son intervention.

Il considérait l'espace de la Table Ronde comme une occasion spéciale d'informer directement la famille cubaine. « Dans le cas particulier du système éducatif, il s'agit en effet d'un dialogue ouvert et nécessaire », a-t-il déclaré.

Il a expliqué que, bien que **le ministère présente des décisions structurées pour accompagner les familles, les enfants et les adolescents, l'expérience a montré que « nous avons toujours mieux ordonné les choses dans la mesure où nos conseils scolaires participent activement »**.

Il a mis en avant le rôle de premier plan des familles, qui « définissent beaucoup de choses par leurs propositions et nous alertent sur des situations concrètes. » Pour cette raison, il a demandé que le processus soit assumé avec cet esprit participatif, « car c'est ainsi que nous avons obtenu les meilleurs résultats ».

Le ministre a appelé à maintenir, après cet espace d'information, une communication fluide et constante « avec les établissements éducatifs les plus proches et avec les conseillers locaux ».

Il a soutenu que, étant donné que le système éducatif national est très large et diversifié, bien que la continuité du parcours soit garantie, « il y a des décisions qui seront nécessairement modélisées d'une manière très

spécifique. »

Ces adaptations dépendront essentiellement « des caractéristiques spécifiques de la ruralité, du type d'école et de son contexte ». Pour cette raison, il a de nouveau appelé à cette participation locale et consciente.

Il a souligné un principe établi dans le discours du Président de la République et réitéré par le Vice-Premier ministre, Oscar Pérez-Oliva : « l'importance absolue que chacun participe. » Dr C. Trujillo Barreto a ajouté : « Je pense qu'il est vital que tout ce qui est établi et défini soit fait avec la participation de tous, car cela nous permettra de mieux le faire et de contrôler collectivement les résultats obtenus. »

Continuité du système et expériences de la pandémie

« En effet, le système éducatif national poursuit sa trajectoire », a déclaré le ministre. Il a souligné qu'il existe un capital inestimable d'expériences accumulées lors de la confrontation avec la COVID-19. Cependant, il a précisé que le scénario actuel présente des variables différentes.

« Évidemment, il y a certaines ressources que nous avons pendant la pandémie et que nous n'aurons pas au même niveau aujourd'hui. Par conséquent, nous n'aurons peut-être pas tout l'impact favorable des téléclasses, du moins pas dans leur intégralité », expliqua-t-il.

Cependant, il a mentionné que des pratiques validées seront reprises dans certains territoires durant cette période, ce qui « aide même à l'auto-préparation des enseignants ». Ce contexte, a-t-il dit, est quelque chose que « nous devons prendre en compte pour que le processus soit réussi ».

Dans le cadre de cette continuité, le ministre a souligné : « Bien sûr, nous allons protéger les petits comme toujours. » Il a expliqué qu'il s'agit d'un principe directeur du système que, « dans tous les scénarios probables, la présence en face à face est préservée dans la mesure du maximum, car elle est très importante pour le processus éducatif. »

Il a fait une distinction claire : « Ce n'est pas la même chose d'adapter certaines modalités pour les plus âgés que pour les plus jeunes. » Pour cette raison, il a annoncé que « notre petite enfance, ce que les familles reconnaissent comme le cercle des enfants ou le programme de la 'casita', aura un niveau de priorité très important. » Cette décision s'explique par deux raisons fondamentales : c'est une option cruciale pour les parents actifs et parce qu'« il y a des enfants à cet âge qui sont plus vulnérables pour diverses raisons ».

Le plan pour ce niveau est de « préserver son fonctionnement en premier lieu », bien qu'il soit probablement organisé « en une seule session et non en une journée complète ». Trujillo Barreto a averti que « c'est quelque chose qui sera communiqué en temps voulu dans chaque lieu », et a insisté sur la nécessité d'« établir une communication très étroite » et que « toutes ces informations sont partagées », puisque les familles participent aux conseils scolaires pour la prise de décision.

Concernant l'enseignement primaire, le directeur a rappelé qu'il s'agit d'« enfants d'âges très diversifiés, de 5 ou 6 ans à 11 ou 12 ans », et que tout le monde sait « à quel point ils ont besoin d'une relation directe et étroite avec leurs enseignants ».

Il a souligné que « la proximité des enseignants favorise également que, par exemple, la variable de transport n'affecte pas autant » le développement du processus. Il a annoncé qu'« une grande flexibilité » serait appliquée. Les emplois du temps habituels pour accueillir les élèves seront maintenus, mais avec des adaptations.

« Lors des premières sessions du matin, des enfants de différents niveaux peuvent être reçus », expliqua-t-il, afin de faciliter la tâche des parents travailleurs pour quitter leurs enfants avant de partir sur leur lieu de travail. Il a reconnu le travail du personnel enseignant et des directeurs : « Tout ce que l'enseignant sait et la direction de l'école. »

Par conséquent, il y aura « beaucoup de flexibilité pour que [les étudiants] puissent être incorporés et que ce soit un processus réussi. » L'objectif explicite est « d'essayer de préserver les heures prolongées, la double séance ». Bien qu'il ait admis qu'« il y aura certains cas où nous devrons probablement nous rendre à une seule session en raison de caractéristiques spécifiques d'un lieu », il a précisé qu'il s'agit de « décisions plus locales que nous informerons également. »

Le slogan est clair : « En priorité, nous voulons que notre école primaire soit maintenue en permanence. »

Pour les élèves du primaire qui, l'après-midi, « doivent déménager et que le retour est compliqué par les

conditions de transport », le ministre a indiqué que « les familles et les écoles sont informées » afin que, à partir de midi, « les cas nécessitant cela puissent être retirés un peu plus tôt », après coordination. « Nous allons maintenir cette double séance ».

Enseignement secondaire 1er et 2e cycle et enseignement technique et professionnel : une gamme d'options

En se référant au secondaire du 1er et du 2e cycles ainsi qu'à l'enseignement technique et professionnel, le ministre a indiqué que les analyses sont plus complexes en raison de la diversité des types de centres : « nous avons des centres internes, mixtes, externes, provinciaux, régionaux... ». Face à cette réalité, elle « propose une gamme d'opportunités ».

Pour l'enseignement secondaire de base, trois variantes organisationnelles ont été définies pouvant être combinées selon les possibilités de chaque centre :

1. Travailler en une seule séance.
2. Travailler à temps plein certains jours de la semaine.
3. Être organisé par blocs de matières, en fonction de la disponibilité des enseignants qui, en raison de leur proximité, peuvent alterner.

« L'important, c'est que nous atteignons, avec chaque groupe, la meilleure variante », insistait-il, toujours attentif aux spécificités, que ce soit « la classe qui commence le secondaire ou celle qui se termine. »

Il a précisé que « d'une seule variante à toutes les trois peut exister » dans le même territoire, « dans la mesure où la situation est bien précisée. »

Concernant la pré-université, il a souligné que sa structure « ressemble à celle du secondaire », mais avec un effectif plus faible et la particularité d'avoir « la première concentration pour l'attention institutionnelle au talent ».

Ici aussi, il y aura des variantes. Il a mis l'accent sur l'année terminale (12e année) : « Évidemment, il n'y a pas qu'une seule année terminée, mais le cycle le plus direct avec notre système. » Reconnaisant la sensibilité de ce moment, il a déclaré : « Nous devons accorder une attention particulière à ces étudiants », en tenant compte « des événements qui définissent l'entrée dans l'enseignement supérieur. »

Il a souligné que « la situation sera selon chaque territoire » et que « nous écouterons toujours toute autre proposition qui surgira de cette importante conciliation que nous établissons avec la famille. »

Pour la formation technique, professionnelle et pédagogique, les mesures sont très spécifiques. Les étudiants en fin d'études « seront intégrés dans une autre modalité de formation pour le reste du semestre ».

De nombreux étudiants en formation pédagogique suivent déjà un système d'apprentissage hybride ; Ils « se joindront aux centres éducatifs voisins avec leur changement de modalité d'étude, puis participeront à des concentrations en présentiel » dans leur établissement de formation ou dans des lieux voisins. Un traitement similaire sera appliqué dans l'enseignement technique professionnel.

Les autres années des écoles pédagogiques « bénéficieront d'un traitement à cette étape » qui impliquera un changement vers des modalités plus décentralisées, en tenant compte de la situation des transports. « Pour eux, nous attirons l'attention grâce à des guides d'étude et une attention plus personnalisée », a déclaré le ministre, puisqu'ils ne sont pas en année terminale et ont d'autres engagements de formation. Tout cela sera fait « selon ce qui est négocié dans chaque endroit, avec la précision et la différenciation qu'il mérite. »

Lien étude-travail et engagement envers chaque étudiant

Le ministre a rapporté un autre élément crucial : « Dans les 15 à 30 prochains jours, nous concentrerons également le lien étude-travail. » Il a expliqué que ce programme « n'a pas été mis en œuvre à tous les niveaux éducatifs dans la même mesure », donc certains élèves ont des cycles en attente de 15 jours ou d'un mois. « Cette approche de leurs lieux de résidence permettra à beaucoup de se conformer à ce programme qui est également très important pour la formation », a-t-il déclaré.

Dans le cas de l'enseignement technique professionnel avec les centres provinciaux, il a réitéré « le rôle que les organisations employeuses auront de pouvoir garantir la formation professionnelle durant cette période. » Il a

expliqué que « combien d'adolescents et d'enseignants se déconcentrent de leur institution d'origine vers leurs municipalités de résidence pour poursuivre les activités » a été modélisé.

« Pour qu'il y ait de nombreux niveaux de détail, je ne veux qu'aucun enfant, aucun adolescent ne soit laissé sans réponse aussi proche que possible de sa condition et de son besoin spécifique. C'est très important maintenant. »

Il a souligné que cette vision fait partie de la participation à laquelle il appelle : « C'est aussi la participation de tous. Elle repose non seulement sur l'assurance logistique, sur les besoins en transport ou en nourriture, mais la vie de chacun de nos enfants et adolescents doit aussi être construite de manière individualisée. »

Il a conclu en reconnaissant le pilier fondamental du système : « Nous comptons toujours beaucoup sur les familles, qui sont très proches de l'école. »

L'enseignement supérieur évolue vers l'apprentissage hybride

Conformément à ces adaptations, le ministre de l'Enseignement supérieur, Walter Baluja, a confirmé que les universités cubaines évoluent également vers de nouveaux modèles.

Baluja a déclaré que « l'enseignement supérieur doit adapter son système de travail aux nouvelles modalités », une transformation qui prend la forme d'« un passage à l'apprentissage hybride, développé selon les conditions de chaque territoire ». Il a souligné que ce n'est pas une pratique inconnue, puisque « elle a été mise en pratique à d'autres moments par le corps professoral de nos universités. »

Cuba ne s'agenouille pas

L'enseignement supérieur est également en cours de réaménagement

Le ministre de l'Enseignement supérieur, le Dr Walter Baluja García, a expliqué les mesures adoptées pour faire face à l'impact du blocus énergétique sur le système universitaire cubain. Il a souligné que l'enseignement supérieur doit transformer ses processus et s'adapter à de nouvelles façons de travailler, ce qui implique une avancée vers l'apprentissage hybride.

Cette modalité sera adaptée aux caractéristiques de chaque carrière et université, en tenant compte des conditions spécifiques de chaque territoire. La conception de ces plans n'est pas improvisée, car elle a été perfectionnée au fil des années et appliquée dans des situations antérieures telles que les phénomènes naturels, les pénuries de carburant et la pandémie de COVID-19.

Dans ce contexte, un processus de transport des élèves et enseignants d'autres provinces vers leurs municipalités de résidence est en cours de développement, avec le soutien du ministère des Transports. Les courses nationales présentent des défis plus importants en raison des longues distances, mais le transfert devrait commencer dans les prochains jours.

Une fois sur leur territoire, les étudiants recevront des soins d'institutions locales : centres de santé publics pour les sciences médicales, établissements éducatifs, productifs ou de services, ainsi que dans les centres universitaires municipaux et les antennes universitaires. De plus, le corps professoral des municipalités sera renforcé, car certains professeurs exerceront leur travail depuis le siège central.

Le ministre a souligné que, bien que le télétravail et le télétravail soient encouragés, les difficultés énergétiques limitent l'utilisation intensive des technologies de l'information et de la communication, comme ce fut le cas pendant la pandémie. Cependant, cela sera complété par l'installation de modules photovoltaïques qui permettront à des milliers de travailleurs de poursuivre leur travail à distance.

Parallèlement, elle cherche à maintenir l'articulation des structures d'enseignement et méthodologique – groupes de carrière, groupes d'années et organisations de jeunesse – afin de garantir la conduite du processus éducatif, patriotique, politique et idéologique. La participation des étudiants et des travailleurs aux tâches économiques, productives et sociales sera également encouragée, en coordination avec les autorités territoriales et les universités locales.

Le message transmis par le ministre souligne que, bien que les conditions actuelles ne nous permettent pas de fonctionner normalement, la situation ouvre une opportunité de renforcer le développement territorial. Le capital humain formé dans les universités pourra se consacrer à des tâches prioritaires en matière de défense, production alimentaire, transition énergétique et application des politiques sociales, qui contribueront à la fois à la formation des jeunes et à la résolution des problèmes locaux.

Parallèlement, des projets de recherche et développement seront maintenus, en particulier ceux liés aux secteurs stratégiques et au développement territorial, avec la participation active des étudiants et des travailleurs. Il est également prévu de l'intégrer à des initiatives sociales telles que Educating for Love, soutenant la transformation de l'éducation générale.

Une fois la planification des transports et territoriale de l'apprentissage hybride terminée, des analyses seront menées pour traiter d'autres tâches à impact social liées à l'enseignement supérieur. Parmi eux figurent les exercices de combinaison d'études, la réalisation de thèses et les examens finaux, garantissant que chaque étudiant puisse conclure sa carrière dans les conditions actuelles.

De même, le processus de placement sera organisé et l'accès à l'enseignement supérieur, considéré comme l'un des plus sensibles, sera restructuré, avec une attention particulière aux étudiants de l'année terminale.

Le ministre a demandé aux étudiants, aux membres de leurs familles et aux travailleurs de rester informés via les canaux numériques officiels. Ces décisions incluent également le report de l'événement universitaire 2026, dans le cadre des réajustements nécessaires.

Cet ensemble de mesures répond aux effets du blocus énergétique imposé par les États-Unis, qui a limité l'accès au carburant et affecté la vie quotidienne. Cette situation a suscité des expressions de solidarité, de respect et de soutien envers Cuba, tant de la part de la communauté internationale que des Cubains vivant à l'étranger. Il a été souligné que l'intensification du blocus devait également être vue comme une opportunité d'accélérer les transformations internes de l'économie, en cherchant la durabilité et l'efficacité.

En conclusion, le vice-Premier ministre Oscar Pérez Oliva-Fraga a affirmé que le programme gouvernemental se poursuit, que l'élan de l'économie est maintenu et que les dirigeants sont appelés à agir avec sensibilité, agilité et créativité pour résoudre les problèmes sans délai.

Il a souligné la solidarité reçue des gouvernements, des hommes d'affaires et des communautés étrangères, ainsi que le soutien des organisations internationales. Cuba ne s'agenouille pas face aux menaces, mais est renforcée face à l'adversité, soutenue par l'unité du peuple, du gouvernement et du parti.

Dans des mots qui évoquent le concept de révolution de Fidel Castro, il insistait sur la nécessité de changer ce qui doit être changé et d'affronter les forces dominantes par leurs propres efforts et leur cohésion nationale.

Le Conseil des ministres a évalué les actions immédiates à mettre en œuvre pour remédier aux pénuries de carburant

Par : [René Tamayo](#)

6 février 2026

Les directives gouvernementales sont mises à jour pour faire face au blocus énergétique de l'Empire contre notre pays. « Il y aura toujours des solutions aux problèmes, peu importe la difficulté de la situation », a ratifié le Premier Secrétaire du Comité central du Parti et Président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, lors d'une réunion extraordinaire de cet organe.

Je suis plus convaincu que jamais que nous allons surmonter cette situation, la vie nous a montré comme leçon de la Révolution qu'il y aura toujours des solutions aux problèmes, aussi complexes soient-ils, a ratifié le Premier Secrétaire du Comité central du Parti et Président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil des ministres pour évaluer les actions immédiates à mettre en œuvre afin de faire face à la pénuries de carburant après le blocus énergétique imposé à notre pays par l'impérialisme américain.

Dédiée à la mise à jour des directives gouvernementales pour faire face à la pénurie de carburant, la réunion, tenue ce vendredi, était également présidée par les membres du Bureau politique, Esteban Lazo Hernández, président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire ; Manuel Marrero Cruz, Premier ministre ; Roberto Morales Ojeda, secrétaire à l'organisation du Comité central, et Salvador Valdés Mesa, vice-président de la République.

Lors de cet échange, Marrero Cruz a insisté sur la nécessité d'informer la population de manière large et rapide de ces mesures, et à partir de ce vendredi, un processus de communication débutera auquel

participeront les autorités gouvernementales, les ministères et d'autres entités.

Le chef du gouvernement de la République a expliqué que les décisions adoptées sont prévues dans le règlement légal en vigueur. Ils font en même temps partie des actions que la Révolution a dû entreprendre tout au long de son histoire pour se défendre contre l'agressivité permanente de l'impérialisme.

« Cuba ne s'arrêtera pas, Cuba ne s'arrêtera pas, personne ne nous arrêtera », a déclaré Marrero Cruz, car, a-t-il ratifié, « ce que nous faisons n'est pas d'arrêter. »

Lors de la réunion extraordinaire de ce vendredi du Conseil des ministres, le camarade Roberto Morales Ojeda, secrétaire à l'organisation du Comité central, a convenu de l'importance de communiquer de manière objective et rapide les mesures que le gouvernement révolutionnaire adopte, avec l'optimisme que nous allons sortir de cette situation, qu'elle nous mène, enfin, à atteindre la souveraineté énergétique.

UN PAYS EN MOUVEMENT

Lors de la réunion extraordinaire du Conseil des ministres ce vendredi, le ministre de l'Énergie et des Mines, Vicente de la O Levy, a fait rapport sur les mesures visant à remédier à la pénurie de carburants tant pour la production d'électricité que pour le transport automobile.

Les décisions visent à optimiser ces ressources, avec des mesures restrictives et à promouvoir l'épargne.

Parallèlement, l'installation d'appareils générant des sources d'énergie renouvelable, notamment les photovoltaïques, sera rationalisée. Parmi d'autres actions figure la collecte des modules photovoltaïques accordés aux professionnels de l'éducation et de la santé, les 5 000 destinés aux foyers isolés et d'autres.

De la O Levy a expliqué que le programme d'investissement des parcs solaires photovoltaïques sera accéléré, pour lequel des forces des territoires seront mobilisées. Il a souligné que ce projet ne peut être arrêté, et qu'il inclut désormais la construction de dix parcs de ce type avec des batteries de stockage associées.

Le ministre de l'Énergie et des Mines a souligné la nécessité pour chaque territoire de promouvoir des initiatives promues par Fidel durant la période spéciale et qui sont très adaptées à la situation actuelle, telles que l'utilisation du biogaz, de la biomasse, l'utilisation du bois de chauffage et du charbon de bois dans les boulangeries, centres de transformation et autres zones de cuisson. ou les éoliennes, en plus des technologies modernes telles que les pompes solaires, les chauffe-eau et d'autres solutions identifiées et connues par les conseils de l'énergie.

Défenseur de longue date de ces technologies, Díaz-Canel a souligné qu'aujourd'hui, tout le monde doit travailler sur ces solutions et ne pas attendre des décisions centralisées, car, a-t-il souligné, il existe de nombreuses initiatives de ce type.

Concernant les mesures dans le secteur de l'enseignement général et supérieur, les ministres Naima Ariatne Trujillo Barreto, de MINED, et Walter Baluja García, de MES, ont fait leur rapport.

Trujillo Barreto a expliqué que parmi les décisions figurent la déconcentration des inscriptions dans les centres qui dépendent du transport vers les zones adjacentes aux lieux de résidence des étudiants, par exemple, que les étudiants de l'IPVCE suivent des cours dans les écoles préuniversitaires les plus proches de chez eux ; Pendant les cours à l'école primaire, les cours seront maintenus.

Le Premier ministre Manuel Marrero Cruz a insisté sur le fait que les cours ne peuvent pas être suspendus, mais qu'il fallait envisager des alternatives pour maintenir l'éducation et sa qualité. Le ministre de MINED a souligné à cet égard que l'un des principes, malgré ses limites, est de défendre la présence maximale des élèves et le lien entre filles et garçons et leurs établissements scolaires.

Le responsable du MES a indiqué qu'en enseignement supérieur, il y aura une transition vers l'apprentissage hybride, mais que chaque étudiant aura des indications méthodologiques et des tâches ; Les pratiques de travail seront encouragées dans les établissements de leurs municipalités et les enseignants seront également présents dans les territoires, suite à l'expérience vécue pendant la pandémie de COVID-19.

Balujá García a souligné l'opportunité que cela représente pour les territoires, qui compteront des étudiants universitaires et des professeurs dans leurs quartiers capables de soutenir largement des projets locaux.

Le président de l'Institut national des ressources hydrauliques, Antonio Rodríguez Rodríguez, a décrit les actions visant à garantir l'approvisionnement dans les conditions actuelles, notamment l'assurance du

carburant pour maintenir la stabilité des conducteurs principaux, entre autres initiatives.

Lors de la réunion, d'autres chefs d'agences de l'Administration centrale de l'État ont fait rapport sur les mesures adoptées dans ces domaines pour faire face à la pénurie de carburant, des détails qui seront communiqués à la population via les médias traditionnels, les réseaux sociaux et les sites institutionnels.

CUBA A DES RÉPONSES, DES ALTERNATIVES, DES MOYENS DE SORTIR

Dans les conclusions de la réunion, le Premier Secrétaire du Comité central du Parti et Président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, a souligné le moral, la décision, le courage, le réalisme, l'optimisme, la confiance avec lesquels le pays fait face à la situation actuelle.

Face à cette nouvelle agression, il a souligné que nous avons des réponses, des alternatives, des solutions, car le pays, a-t-il dit, s'est préparé à affronter la situation, tout en rappelant que ce blocus énergétique a commencé en décembre dernier, lorsque le gouvernement américain a illégalement bloqué, en violation du droit international, les exportations de pétrole du Venezuela.

Face à cette agression de l'empire contre notre pays, a souligné plus tard le chef de l'État, il y a eu une réaction d'admiration, de confiance et de soutien à Cuba de la part de nombreuses personnes dans le monde, d'hommes d'affaires, de personnalités, de pays, qui ont proposé des moyens de travailler avec Cuba.

« Ils n'ont pas réussi à nous arrêter », a déclaré Díaz-Canel en référence à l'agressivité croissante du gouvernement américain, tout en ajoutant que notre pays n'a pas renoncé à recevoir du carburant, donc des actions continuent d'être menées pour l'acquérir.

À Cuba, a-t-il ajouté, ce à quoi nous pensons, c'est aller au-delà des difficultés, comme nous l'ont appris les dirigeants historiques de la Révolution. Et les résultats que nous obtiendrons, a-t-il ajouté, doivent avoir une participation populaire. « Ici, insista-t-il, nous cherchons des solutions ensemble. Tout le monde agissant, tout le monde transformant. »